

1966

"La position de l'Allemagne dans
l'Europe d'aujourd'hui".

Amburgo - 28/30 ottobre 1966

- 1 - Programma
- 2 - Lista dei partecipanti
- 3 - Sommario dei principali interventi
- 4 - W.W.Schütz: La position de l'Allema-
gne dans l'Europe d'aujourd'hui.
- 5 - S.Henig: La Grande-Bretagne et le pro-
blème allemand.
- 6 - M.Pedini: La Germania e la CEE (2 cop)
- 7 - P.Uri: Conclusioni

P R O G R A M M E

de la

XVIIIème TABLE RONDE DES PROBLEMES DE L'EUROPE

H A M B O U R G

Hamburg, Handelskammer, Albert Schäfer-Saal

28, 29 et 30 Octobre 1966

THEME : "La position de l'Allemagne dans l'Europe d'aujourd'hui"

VENDREDI 23 OCTOBRE 1966

- 9 h 30 - Ouverture de la XVIIIème "Table Ronde des Problèmes de l'Europe", sous la présidence de Son Excellence, Johan W. BEYEN, ancien Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas, Président de l'Association pour l'Etude des Problèmes de l'Europe.
 - Allocution de M. le Maire de Hambourg.
- 10 h - Présentation des Rapports :
 1. M. Stanley HENIG, Membre de la Chambre des Communes : "La Grande-Bretagne et le problème allemand" ;
 2. M. Christian de LA MALENE, ancien Ministre, Membre de l'Assemblée Nationale Française : "La France et la question allemande" ;
 3. M. Mario PEDINI, Membre du Parlement Italien : "L'Allemagne et la Communauté Economique Européenne" ;
 4. M. Wolfgang SCHUTZ, Président du Comité "Unteilbares Deutschland" : " La position de l'Allemagne dans l'Europe d'aujourd'hui".
- 12 h 45 - Vin d'honneur offert aux Participants par la Handelskammer Hamburg.
- 15 h - Ouverture des débats :
 - Intervention de M. Hans Rudolph Freiherr von SCHROEDER, Vicepréses der Handelskammer Hamburg ;
 - Intervention de Son Exc. Lord GLADWYN, Président du Mouvement "Britain in Europe" ;
 - Interventions de M. Erik BLUMENFELD, Membre du Bundestag, de M. Robert MATHEW, Membre de la Chambre des Communes, ancien Secrétaire d'Etat britannique et du Prof. Georges GORIELY, Directeur des Recherches Politiques de l'Institut d'Etudes Européennes de Bruxelles, etc...
- 18 h 30 - Réception à l'Hôtel de Ville de Hambourg des Membres de la Table Ronde.

SAMEDI 29 OCTOBRE 1966

- 9 h - Reprise des débats.
- Intervention de M. John B. HYND, Membre de la Chambre des Communes, ancien Ministre : "La Grande-Bretagne et les problèmes européens" ;
 - Interventions de M. Altiero SPINELLI, Directeur de l'Institut Italien des Affaires Internationales et de M. Michel MITZAKIS, ancien Inspecteur de la Banque de France, etc...
 - Intervention de M. Pierre ABELIN, Député à l'Assemblée Nationale Française, ancien Ministre ;
 - Interventions de M. Hans APEL et de M. Georg KLIESING, Membres du Bundestag..
- 12 h 45 - Visite du Port de Hambourg et lunch à bord d'un bateau.
- 15 h - Reprise des débats.
- Intervention de M. Léo HAMON, Professeur à la Faculté de Droit de Dijon, Membre du Conseil Economique et Social Français : "L'unité allemande dans l'unité européenne" ;
 - Conclusions de M. Theo SOMMER, du Département Politique du "Die Zeit" et de M. Pierre URI, Directeur des Etudes à l'Institut Atlantique.
- 18 h - Allocution du Président BEYEN.
- Clôture des débats ;
 - Fixation de l'ordre du jour, de la date et du lieu de la XIXème "Table Ronde".

DIMANCHE 30 OCTOBRE 1966

- 8 h 30 - Excursion à Lübeck.
- 12 h - Déjeuner au Restaurant Historique Schabelhaus.
- A la fin du déjeuner, communication du Délégué Général sur l'activité présente et future de l'Association pour l'Etude des Problèmes de l'Europe.
- 13 h - Clôture de la XVIIIème Table Ronde.
- Retour à Hambourg des Participants de sorte qu'ils puissent prendre les avions pour Amsterdam, Bruxelles, Copenhague, Londres, Milan, Oslo, Paris, Rome, Stockholm, Vienne, Zurich.

N. B. - Tous les Participants à la "Table Ronde" ont le droit d'intervenir dans les débats et de répondre aux principaux orateurs pour un temps limité à 3 minutes.

LISTE EFFECTIVE DES PARTICIPANTS A LA

XVIIIème "TABLE RONDE DES PROBLEMES DE L'EUROPE"

HAMBOURG - 28, 29 et 30 OCTOBRE 1966

- MM. Pierre ABELIN Député à l'Assemblée Nationale, ancien Ministre - PARIS -
- André AIZAC Directeur Général du Quotidien Economique et Financier "Cote Desfossés" - PARIS -
- Homer G. ANGELO Co-Directeur du Groupe de Recherche Atlantique à l'Institut des Etudes Européennes de l'Université de BRUXELLES -
- Johannes ANGYAN Membre du Comité Directeur de l'Organisation des Industriels Autrichiens - WIEN -
- Hans APEL Membre du Bundestag - BONN -
- Romolo ARENA Directeur Central, Chef du Service "Relations Extérieures" de l'I.R.I. - ROMA -
- André ARMENGAUD Sénateur, Membre du Parlement Européen - PARIS -
- Mme Michèle AUMONT Ecrivain, Conseiller de Synthèse - PARIS -
- MM. David BAKER Founder Member and Hon. Treasurer of the Young European Management Association - LONDON -
- Antonio BASLINI Député au Parlement Italien - ROMA -
- Ernst BAUER Pressbüro sud im Deutschen Wirtschaftsdienst - Köln-MUNCHEN -
- Jacques BAUMEL Sénateur français, Secrétaire Général de l'Union pour la Nouvelle République (U.N.R.) - PARIS -
- G. BERARD-QUELIN Président Directeur Général de la Sté Générale de Presse, Directeur Général de l'"Agence Européenne de Presse" et de "La Correspondance Européenne" - PARIS -
- Dante BIGONI-LARDEL Journaliste - MADRID -
- Erich BINDERT Directeur à la Deutsche Bank - DUSSELDORF -
- Erik BLUMENFELD Membre du Bundestag - HAMBURG-BLANKENESE -
- R. BOURILLET Conseiller d'Ambassade - PARIS -
- P.W.L. BRIJNEN Conseiller pour les Problèmes de l'Intégration de l'Europe auprès de la Bataafse Internationale Petroleum Maatschappij - DEN HAAG -
- Georges BROUSSINE Directeur du Quotidien "La Politique ce matin..." PARIS -
- Henri BRUGMANS Recteur du Collège d'Europe - BRUGES -
- Herbert BURCHARDT Vize-Präsident der Deutsch-Indonesischen Gesellschaft e.v., Direktor der Commerzbank A.G. - DUSSELDORF -
- Günther BURGHARDT Wissenschaftl. Mitarbeiter Stiftung Europa-Kolleg HAMBURG -

MM. Joseph CANAAN	Conseiller Economique auprès de l'Ambassade d'Israël - BONN -
Maurizio CAPRA	Editeur de la Revue "Les Problèmes de l'Europe" - ROMA -
M. CAPTULLER	Presse und Informationsamt des Bundesregierung - BONN -
Guy de CARMOY	Professeur à l'Institut d'Etudes Politiques - PARIS
Giuseppe CARON	Secrétaire d'Etat au Budget, Sénateur italien - ROMA
Massimo CASILI D'ARAGONA	Président du Comité de Coordination (COCOM) - PARIS
Marquis CITTADINI-CESI	Envoyé Extraordinaire, Ministre Plénipotentiaire, ancien Secrétaire Général de l'O.E.C.E. - BRUXELLES
Jean CLOUET	Délégué Général de la Fédération Nationale des Travaux Publics - PARIS -
Emmanuel COPPIETERS	Directeur Général de l'Institut Royal des Relations Internationales (I.R.R.I.), Professeur au Centre Universitaire de l'Etat à Anvers - BRUXELLES -
Peter COULMAS	Journaliste "Die Zeit" - HAMBURG -
Maurice COURTOIS	Directeur du Banco Espanol en Paris - PARIS -
A.J. CYDZIK	Secrétaire Général Central European Federalists - LONDON -
Pierre DAVISTER	Administrateur-Gérant et Directeur Politique de l'Hebdomadaire d'Information "Special" - BRUXELLES -
Vernon DAWSON	Secrétaire Gén. de l'Internationale Libérale - LONDON -
Mlle Louise DE BEA	Service Diplomatique de l'O.R.T.F. - PARIS -
MM. J.C. DE BRUINE	"N.V. Philips' Gloeilampenfabrieken" - EINDHOVEN -
Dino DEL BO	Ancien Ministre, Président de la Haute Autorité de la C.E.C.A. - LUXEMBOURG -
Georges ELGOZY	Inspecteur Général de l'Economie Nationale française - PARIS -
Philippe FAYOLLE DE MANS	Chargé du Département des Etudes Economiques et Techniques du C.E.D.I.M.O.M. - PARIS -
Johannes FESKE	Directeur Mandataire Général du Siège Central de la Deutsche Bank - HAMBURG -
Hans Bodo FOLHMITT	Stellvert. Vors. Ldvrd. Hamburg der Europa Union - HAMBURG -
Luigi FORNI	Correspondant à Bonn des Journaux Italiens "La Nazione" (Firenze), "Il Resto del Carlino" (Bologna) - BONN -
Alfred FRISCH	Directeur Revue "Les Problèmes de l'Europe" - PARIS -
Ernst-Ulrich FROMM	Ressortleiter Aussenpolitik "Die Welt" - HAMBURG
Alfonso GAETANI D'ORISCO	Président de la Confédération Générale de l'Agriculture Italienne - ROMA
François GARELLI	Représentant pour l'Europe Continentale de la Martins Bank Ltd. - PARIS -

MM. Jacques GASCUEL Président Directeur Général de la Société d'Etudes et d'Information Economique "Perspectives" - PARIS
Lord GLADWYN Président du Mouvement "Britain in Europe", ancien Ambassadeur - LONDON -
Georges GORIELY Directeur des recherches politiques de l'Institut d'Etudes Européennes - BRUXELLES -
Diethard GOTTSCHALK Président du Cercle de Travail Franco-Allemand - DUSSELDORF -
André GROS Président Directeur Général de la Sté Internationale des Conseillers de Synthèse, ancien Secrétaire Gén. du Centre International de Prospective (Président M. Gaston BERGER) - PARIS -
Cesidio GUAZZARONI Vice-Directeur Général des Affaires Economiques au Ministère des Affaires Etrangères - ROMA -
Maurice HALFF Président des Houillères du Bassin de Lorraine, Membre du Conseil Economique et Social - PARIS -
Léo HAMON Professeur à la Faculté de Droit de Dijon, Avocat à la Cour d'Appel de Paris, ancien Sénateur, Membre du Conseil Economique et Social - PARIS -
Ernst Etzel HANISCH Avocat - DUISBURG -
Hans H. HAUSSER Conseiller de Presse, Ambassade de la République Fédérale d'Allemagne - BRUXELLES -
Stanley HENIG Membre de la Chambre des Communes, Professeur d'Etudes Politiques à l'Université de Lancaster - LONDON -
Ernest HEUMANN Directeur de l'Agence "Univers" - PARIS -
M. HOPF Ministerialrat im Bundesministerium für Wirtschaft BONN -
John B. HYND Membre de la Chambre des Communes, ancien Ministre - LONDON -
Charles IGONET Direction des Recherches Cie St-Gobain - PARIS -
Hans ISENHAGEN Secrétaire Général Europa-Kolleg HAMBURG -
C.I. ISOLANI Premier Secrétaire, Ambassade Gde-Bretagne - PARIS
Mme Marguerite JADOT Sénateur Belge, Président de la Section Belge de l'Internationale Libérale - BRUXELLES -
MM. P.W. JALINK Conseiller de l'Ambassade des Pays-Bas à BONN -
René JEUDY Consul Général de France à HAMBURG -
Jonkheer M.P.M. Van KARNEBEEK Directeur Algemene Bank Nederland, ancien Directeur Général à la C.E.E., ancien Ambassadeur des Pays-Bas - DEN HAAG -
Walther KEIM Bundeszentrale für Politische Bildung - BONN -
Volkmar KELLERMANN "Die Neue Gesellschaft" - HAMBURG -
Georg KETTLER Stellvertr. 1. Syndikus d. Handelskammer Bremen - BREMEN -

MM. Heinrich KLEBES	Représentant de M.P. SMITHERS, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe - STRASBOURG -
Jobst Freiherr Von KORFF	Economiste-Juriste - KREFELD -
J.F. KOVER	Correspondant particulier quotidien "Tages-Anzeiger" - PARIS-ZURICH -
Hans KRANER	Vice-Président du Conseil Economique et Social de la C.E.E. - KOLN -
Enzio Von KUHLMANN-STUMM	Etudiant à la Faculté de Droit à l'Université de HAMBOURG -
Roland KUHN	Directeur du Département du Commerce Extérieur de la Chambre de Commerce et de l'Industrie - BONN -
Jean LALANNE	Conseiller particulier de l'Institut de Formation et de Recherche des Nations-Unies - PARIS -
Christian de LA MALENE	Député à l'Assemblée Nationale Française, Ancien Ministre, Rapporteur Gén. du Budget de la ville de PARIS -
Jean de LA TAILLE	Secrétaire Général du C.E.P.E.S. Français - PARIS
Pierre LE BRUN	Chargé de Mission à la Direction Générale de l'Electricité de France (Etudes Economiques), Ancien Secrétaire de la C.G.T. - PARIS -
Jacques LEMAN	Délégué du "Le Journal du Parlement" - PARIS -
David LIBON	Conseiller Economique - PARIS -
Theo H. LOCH	"Rheinischer Merkur" - BONN -
Pietro LORENZOTTI	Représentation de l'Istituto per la Ricostruzione Industriale (I.R.I.) auprès des Communautés Europ. BRUXELLES -
Robert LUC	Directeur Politique du Conseil de l'Europe - STRASBOURG -
H.H. MANDEL	Chef du Département Bancaire de la Banque des Règlements Internationaux - BASEL -
David MARDELL	Attaché de Presse, Conseil de l'Europe - STRASBOURG -
Giovanni MASIA	Avocat, Fondation R U I - ROMA -
Roger MASSIP	Directeur des Services Etrangers du "Figaro" - PARIS -
Hans-Joachim Von MERKATZ	Membre du Bundestag, Ancien Ministre -BAD-GODESBERG -
Gerhard MERZYN	Directeur de l'Institut Wirtschafts und Sozialpolitik Haus Rissen - HAMBURG-RISSEN -
Jean MESTDAGH	Secrétariat Général des Conseils des Ministres - BRUXELLES -
Manuel E. MILLE GONZALEZ	du Journal "Desarrollo" - MADRID -
Michel MITZAKIS	Ancien Inspecteur de la Banque de France - PARIS -
Maurizio MONTEFOSCHI	Chef des Services Etrangers "Il Messaggero" - ROMA -
Hme Louise MOREAU	Membre du Mouvement Fédéraliste Européen - PARIS -
MM. Roger MORGAN	Lecturer in International Relations, University of Sussex - BRIGHTON -
D. Vicenté MORTES ALFONSO	Commissaire Adjoint, Comisaria del Plan de Desarrollo Economico y Social, Presidencia del Gobierno - MADRID -

MM. Alfred MOZER	Chef de Cabinet du Vice-Président, M. MANSHOLT, de la Commission de la C.E.E. - BRUXELLES -
Josef MÜLLER-MAREIN	Rédacteur en Chef de "Die Zeit" - HAMBURG
Alwin MUNCHMEYER	de la Société "i. Fa. Münchmeyer & Cie" - HAMBURG
Horst NEUMANN	Jugenddorf Haus Godenfande - MALENTE HOLSTEIN -
G. NICOLAYSEN	Referent, Seminar für Öffentliches Recht und Staatslehre, Universität HAMBURG -
André NOËL	S.A. CITROËN - Trésorier de l'Union Paneuropéenne PARIS -
Pierre NUSSBAUMER	Conseiller d'Ambassade, Chargé des Affaires Economiques auprès de l'Ambassade de Suisse - KÖLN -
Jacques OGER	Advisor Esso-Europe Inc. - LONDON
Beniamino OLIVI	Porte-parole de la Commission de la C.E.E. - BRUXELLES -
Jean ORNSTEIN	Représentant "The British Petroleum Co" - PULLY -
Randolfo PACCIARDI	Député Italien, ancien Ministre - ROMA -
Silvano PALUMBO	Inspecteur Général du Trésor, Ministère du Trésor - ROMA -
Mario PEDINI	Député au Parlement Italien - ROMA -
Giuseppe PELLA	Député Italien, ancien Président du Conseil, Représentant de la Démocratie Chrétienne - ROMA -
Piero de PEVERELLI	Bureau de Représentation de l'E.N.I. auprès des Communautés Européennes - BRUXELLES -
C.C. Von PFUEL	Délégué National Allemand au Conseil de l'Europe - BONN -
Alfredo PIERONI	Correspondant du Journal "Il Corriere della Sera" LONDON -
Galeazzo PINI	Consul Général d'Italie - HAMBURG -
René PLAS	Gouverneur du Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe - PARIS -
M. POMMERENIN	Vortragender Legationsrat - Auswartiges Amt - BONN
Rolant PRE	Président du Centre Européen pour le Développement Industriel et la Mise en Valeur de l'Outre-Mer, Membre du Conseil Economique et Social - PARIS -
Gino RAGNO	Secrétaire Général et Fondateur de l'Association pour l'Amitié Italo-Allemande - ROMA -
Hans A. REIF	Vice-Président Chambre des Députés de Berlin, Vice-Président du Groupe Allemand des Libéraux Internationaux - BERLIN -
Serge de ROBIANO	Conseiller Politique de l'Ambassade de Belgique - BONN -
Charles RONSAC	Rédacteur en Chef "Opera Mundi-Europe" - PARIS -
Peter Udo ROSENAN	Handelskammer HAMBURG -

MM. M. ROSENSTIEL Secrétaire de la Commission Politique de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe - STRASBOURG -

Gianfranco ROSSI "Il Popolo" - BONN -

Christophe ROWLAND Membre de la Chambre des Communes, Private Secretary to the Chancellor of the Duchy of Lancaster, George THOMSON - LONDON -

Roberto RUOZI Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde - MILANO -

Alberto SALVATORI Directeur du Service "Affari Commerciali e Doganali" de la Société Montecatini-Edison - MILANO

G.V. SAMPIERI Délégué Général de l'Association pour l'Etude des Problèmes de l'Europe, Journaliste Italien - PARIS -

Piero SAMPIERI Agence "Ansa" - ROMA -

Tito SANSÀ Journaliste "La Stampa" (Torino) - BAD-GODESBERG -

Comte Alvisè SAVORGAN DE BRAZZA - Expert en Relations Publiques - ROMA

Robert Van SCHENDEL Secrétaire Général du Mouvement Européen - BRUXELLES -

SCHIERBAUM M. Orr. Bng. Bonn - BAD-GODESBERG -

Ernest B. SCHMIDT Secrétaire de la Chambre de Commerce de BAIE -

J.J. SCHOKKING Professeur - DOORN -

Gunther SCHÖNEIS Secrétaire Général d'Europa Union - HAMBURG -

Hans Rudolph Freiherr Von SCHROEDER - Vicepréses der Handelskammer - HAMBURG -

J. SCHUCHT .. Directeur de la Commerzbank AG - HAMBURG -

Wolfgang SCHUTZ Président du Comité "Uniteilbares Deutschland" - BONN -

M. SCHWANDES Correspondant de l'Agence France Presse (A.F.P.) - HAMBURG -

Mariano SEBASTIAN Professeur à l'Université de Madrid, Secrétaire Général de la Banque d'Espagne - MADRID -

Jean SERVOT Directeur Adjoint au Conseil National du Patronat Français - PARIS -

Jack H. SHELLENBERGER Conseiller Adjoint à la Mission for Public Affairs, United States Mission to the European Communities - BRUXELLES -

Helmut SIGRIST Secrétaire Exécutif Adjoint de la Commission de la C.E.E. - BRUXELLES -

Albert de SMAEIE Ancien Ministre des Affaires Economiques de Belgique, Président du Conseil Central de l'Economie - BRUXELLES -

Bruno SNELL Protektor Europa-Kolleg - HAMBURG -

Théo SOMMER Chef du Département Politique du Journal "Die Zeit" HAMBURG -

G.A. SONNENHOL Directeur Général du Ministère de la Coopération Economique - BONN -

Luis Enrique SORRIBES Attaché Social à l'Ambassade d'Espagne à Bonn - BAD-GODESBERG -

Mme Béatrice SPALLETTI Rédacteur en Chef de "La Tribune" - ROMA -

MM. Altiero SPINELLI Directeur Istituto Affari Internazionali - ROMA

Maxwell STAMP de la "Maxwell Stamp Associates, Ltd." - LONDON

MM. H.J. STOKVIS	Directeur du "N.R.S. Stokvis & Zn." - ROTTERDAM -
Jürgen TITTEL	Groupe Allemand du C.E.P.E.S. - FRANKFURT -
Fulvio TORTORA	Chef de Cabinet du Président de la Haute Autorité de la C.E.C.A. - LUXEMBOURG -
André ULMANN	Directeur de la Tribune des Nations - PARIS -
Pierre URI	Directeur des Etudes à l'Institut Atlantique - PARIS -
Jacob VAREKAMP	Consul Général des Pays-Bas à HAMBURG -
Victor VINDE	Commentateur Politique de la Radio-Télévision Suédoise - STOCKHOLM -
Paul O. VOGEL	Direktor der Staatlichen Pressestelle Senat der Freien und Hansestadt - HAMBURG -
Edward WALL	Member of the British Institute of International and Comparative Law - LONDON -
Eric M. WARBURG	Banquier - HAMBURG -
Mme Yvonne de WERGIFOSSE	Secrétaire Générale de la Ligue Européenne de Coopération Economique (L.E.C.E.) - BRUXELLES -
MM. Ernst ZELLNER	Directeur Financier du Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe - Bankoberratt de la Bundesbank - FRANKFURT -
Guido ZUCCHINI-SOLIMEI	Bataafse Internat. Petroleum Mij. N.V. - DEN HAAG -

ASSOCIATION POUR L'ETUDE
DES
PROBLEMES DE L'EUROPE

DIX-HUITIEME TABLE RONDE
Hambourg, Chambre de Commerce
28 - 29 Octobre 1966

LA POSITION DE L'ALLEMAGNE
DANS L'EUROPE D' AUJOURD'HUI

Sommaire des principales interventions (1)

Le Marquis Cittadini Cesi, Président, déclare ouverte la dix-huitième Table Ronde, le 28 octobre à 10 heures 40.

Il exprime, au nom des participants, ses meilleurs voeux de prompt rétablissement au Président Beyen alité et empêché de présider la présente Table Ronde.

M. von Merkatz propose l'envoi d'un télégramme à M. Beyen et remercie la ville de Hambourg pour son hospitalité. Il salue les personnalités présentes, parmi lesquelles MM. Del Bo, John Hynd, de la Malène, Pella, MM. les représentants du Conseil de l'Europe et des Communautés européennes, et remercie également M. le Président de la Chambre de Commerce de Hambourg d'avoir bien voulu mettre ses locaux à la disposition de la Table Ronde.

M. von Schröder, Président de la Chambre de Commerce de Hambourg, rappelle la vocation cosmopolite de la ville en tant que port et plaque tournante commerciale et souligne ses responsabilités nouvelles non loin de la ligne de démarcation. Il souhaite que la C.E.E. vienne rapidement à s'élargir et que le "Kennedy Round" soit couronné de succès. Il rappelle, d'autre part, que dans le domaine des relations entre l'Est et l'Ouest le port de Hambourg connaît notamment des échanges avec la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie, qui fournissent une part importante du trafic fluvial. Il déclare enfin que le champ d'action de Hambourg est à l'échelle du monde entier et souhaite que l'Europe politique vienne bientôt compléter l'union économique.

(1) Ces indications sommaires n'ont pas été revues par les orateurs. Le texte intégral des interventions sera publié dans la revue "Problèmes de l'Europe".

M. Stanley Henig rappelle que pour la Grande-Bretagne il s'agit de veiller à ce que l'Allemagne Fédérale demeure au sein de l'Alliance occidentale et d'éviter que l'Allemagne ne prenne des initiatives indépendantes dans un sens qui ne pourrait qu'augmenter les risques de guerre. Il estime que la ligne Oder-Neisse sera à long terme la frontière définitive de l'Allemagne. La réunification allemande ne pourra être réalisée que dans le cadre d'une réunification de l'Europe où l'Allemagne a un rôle à jouer. L'Europe actuellement est faible et "amicalement divisée".

M. de la Malène rappelle que pour la France, la question allemande c'est la question européenne dans son ensemble, dont la division de l'Allemagne et de Berlin ne sont que des symptômes. C'est par des moyens pacifiques que l'Europe et l'Allemagne doivent se réunifier. Le Général de Gaulle a très nettement pris position sur ce fait, pour autant que l'Allemagne ne remette pas en cause ses frontières actuelles et renonce à tout armement atomique.

Après un historique de la position française vis-à-vis du problème allemand, l'orateur rappelle que le monde a bien changé depuis l'époque stalinienne : la stratégie s'est transformée du fait du progrès technologique, le spectre atomique s'est éloigné ; le monde communiste connaît de profondes transformations. Il existe désormais plusieurs communismes ; l'U.R.S.S. montre une patience infinie dans le conflit vietnamien ; la doctrine Hallstein subit des altérations. La construction de l'Europe reste aujourd'hui un objectif prioritaire : politique de détente et politique européenne doivent aller de pair. La France, pour sa part, s'efforce d'établir un maximum de liens avec les pays de l'Est, sans renier pour autant ses positions fondamentales. D'autre part, l'Europe de l'Ouest doit s'organiser et se renforcer, afin d'éviter que le dialogue russo-américain d'ores et déjà engagé ne mène à un nouveau partage de l'Europe.

M. Pedini regrette que la C.E.D. n'ait pas permis à l'Allemagne de résoudre ses problèmes politiques. L'Allemagne ne s'est cependant pas laissé décourager ; elle s'est engagée dans le Traité de Rome, mais les découragements successifs risquent de détourner le pays vers des satisfactions immédiates et pratiques de ses intérêts nationaux.

La réalisation de la communauté en tant qu'unité politique et économique offrirait à l'Allemagne de grands avantages en ce qui concerne toute éventuelle possibilité de résoudre le problème d'unification. Ce problème est aujourd'hui considéré par l'opinion publique allemande de façon plus positive et plus réaliste que par le passé. Le Gouvernement de Bonn est plus poussé vers un choix difficile entre la fidélité inconditionnelle à l'Occident et le désir de traiter directement avec l'U.R.S.S. Il faut noter les efforts de la République Fédérale, notamment à la suite du

récent mémorandum allemand sur la paix et du Livre blanc sur la question allemande, affirmant que le pays est prêt à faire des sacrifices pour l'unification, mais qu'il n'y aura pas de concessions sans contre-partie ; il faut donc aider l'Allemagne à résoudre son problème dans la communauté des peuples libres pour éviter toute renaissance d'un nationalisme actif.

M. Schütz rappelle que l'Allemagne avait espéré régler son problème, qui est européen, par l'Europe. Malgré les drames issus de la guerre, les Allemands sont restés un peuple. Il est certain, de ce fait, que même dans la soi-disant R.D.A. il existe un problème national ; il s'impose donc de ne pas laisser aux communistes allemands le monopole de l'idée allemande. Il convient aujourd'hui de tisser des liens concrets avec l'Est, car il est impensable qu'en Allemagne même, un Allemand puisse se sentir étranger. L'unification de l'Allemagne et de l'Europe sont les éléments d'un seul et même problème qui rend une solution isolée impossible. Le renforcement des relations entre la République Fédérale et les pays de l'Est ne doit pas contribuer à renforcer la position de la R.D.A. Il convient donc d'avancer à petits pas. Il faudrait également instituer un instrument politique permanent pour les conversations avec l'Est, afin d'éviter les surenchères.

M. Armengaud déclare que lorsque l'idée des Communautés européennes fut lancée, c'était au lendemain de la guerre ; ces efforts étaient nés sous le signe à la fois d'une philosophie occidentale fondée sur le libéralisme et d'une résistance rigoureuse à l'expansion communiste considérée comme une donnée politique permanente. Ce fut là l'erreur dont nous payons les conséquences. Pour chacun des pays, à savoir l'Allemagne, l'Italie, la Hollande, la Belgique, le Luxembourg, la France, l'Europe signifie autre chose. Quant à l'Allemagne en particulier elle souffre de sa partition, ce qui fait que sa réunification passe par de multiples obligations. L'Allemagne ne doit pas rechercher une hégémonie en Europe, elle doit reconnaître ses frontières orientales, accepter le désarmement nucléaire sans lequel il n'y a pas d'entente possible avec l'U.R.S.S.

Se considérant comme le partenaire préférentiel des E.U.A. en Europe - avant même la Grande-Bretagne -, encouragée dans le renforcement de ses forces militaires conventionnelles, soutenue par une industrie dont les qualités d'allant sont constantes, l'Allemagne pèse d'un poids tel en Europe occidentale que le moindre excès de sa part risque d'entraîner l'Europe dans des difficultés politiques extrêmes avec l'Est ; ou inversement elle peut, moyennant des engagements vis-à-vis de l'U.R.S.S., devenir le principal interlocuteur économique de cette dernière.

C'est donc tout un climat qu'il faut changer, à peine de voir une Allemagne occidentale courtisée de part et d'autre.

Sans doute pour réduire ce risque, la France a-t-elle un rôle à jouer. Mais le scepticisme demeure quant à l'avenir plus ou moins proche.

M. Pella exprime sa satisfaction à la suite de l'exposé oral de M. Schütz, mais n'accepte pas ses conclusions écrites. Il estime que Schumann, de Gasperi, Adenauer et Spaak avaient déjà prévu le grand dialogue et la concurrence entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. et le poids que cela pouvait faire peser sur l'Europe. La construction européenne doit naître de la nouveauté dans la continuité. Dans ce contexte, l'Europe a besoin de l'Allemagne et l'Allemagne ne peut rien sans l'Europe. L'Alliance atlantique elle-même a besoin de refaire peau neuve. Les pays de l'Europe ne sauraient se laisser aller à un excès de bilatéralisme. De même, l'Europe économique doit être complétée par une Europe politique qui serait sans doute déjà réalisée si la C.E.D. n'avait échoué et n'avait mis l'Allemagne dans une position plus délicate encore.

M. Schütz reconnaît avec M. Pella que les grands Européens de l'immédiat après-guerre étaient inspirés par de nobles idéaux, mais affirme que leurs méthodes avaient été incertaines et qu'aujourd'hui il convient d'agir avec pragmatisme en conjuguant les efforts vers l'unité et vers la détente.

M. Pella, tout en étant en désaccord avec M. Schütz sur le passé, se rallie à ses idées quant à l'avenir.

M. Cittadini Cesi, Président, suspend la séance à 12 h. 30 ; elle est reprise à 15 heures.

M. Halff rappelle que la position de l'Allemagne dans l'Europe d'aujourd'hui est indissociable d'une étroite collaboration entre la France et l'Allemagne au sein de la C.E.E. Au sein de la Communauté, l'alternative apparaît dans toute sa vigueur : choisir entre des subventions importantes et croissantes en faveur des charbonnages, sous peine de crises sociales intolérables, et protections sérieuses douanières ou quantitatives contre les énergies des pays tiers aux frontières périphériques de la Communauté. La réalisation prochaine d'un traité unique pour les trois Communautés fusionnées suppose nécessairement l'élaboration d'une politique commune de l'énergie.

M. Roger Massip déclare que la position de l'Allemagne dans l'Europe d'aujourd'hui est caractérisée par l'incertitude, et cela notamment parce qu'aucune union politique n'est venue couronner l'entreprise d'unification économique. L'Allemagne fait également partie de l'O.T.A.N., mais

l'O.T.A.N. est menacée de dislocation ; la cause de la réunification ne trouve guère d'écho dans les capitales alliées, et Bonn n'est guère rassurée en voyant que pour ces capitales le problème primordial est le rapprochement entre l'Est et l'Ouest. Il ne peut en résulter que déceptions et amertumes. Les différentes conceptions de l'Europe depuis la guerre, celles de 1952, de 1954, de 1960-62, de 1963, de 1965 enfin ont toutes été compromises. Il serait grave que le sentiment de solitude de l'Allemagne se développe aujourd'hui autour du problème de la réunification. Il faudrait éviter que ne renaisse en Allemagne l'esprit de Rapallo et que l'on ne voie la clé du problème du seul côté de l'Union soviétique. Le tableau est donc sombre. Les Allemands ne sont pas les seuls responsables de la situation actuelle. La solution est dans un effort persévérant prenant comme objectif la sauvegarde de la cohésion atlantique et de la cohésion européenne. Cette solution devrait être trouvée avant qu'au lendemain de la guerre du Vietnam un accord direct ne soit trouvé entre Washington et Moscou.

M. von Merkatz remarque la stabilité et la discipline admirables du peuple allemand tant à l'Est qu'à l'Ouest et déplore que la politique étrangère de la République Fédérale soit limitée dans sa liberté d'action. Elle doit réaliser l'irréalisable, alliance avec les Etats-Unis, amitié avec la France et unité européenne. La quantité des renoncements allemands dépend des possibilités collectives pour maintenir l'équilibre. Il faut souligner qu'il existe une différence fondamentale entre "intérêts nationaux" et "nationalisme". Il convient de ne pas "idéologiser" les principes et les méthodes d'unification européenne, les progrès technologiques de l'Europe dépendent avant tout des possibilités de l'Europe à conjuguer ses efforts en ce domaine. Sur le plan de l'Allemagne il paraît évident qu'une Allemagne réunifiée et communiste déplairait à tous, même à l'Union soviétique. Quant aux relations franco-allemandes, elles sont absolument vitales et ne sont dirigées contre personne. Les relations entre l'Italie et la Grande-Bretagne sont, elles aussi, essentielles. Dans cette perspective, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun apparaît comme une nécessité.

M. le Professeur Goriely déplore que l'on confonde deux problèmes, d'une part la liberté des hommes et, d'autre part, l'appartenance étatique ; sur ce dernier point, on peut estimer que toute frontière est toujours un accident de l'histoire. Seule la construction de l'Europe permettrait la suppression des frontières. La séparation de l'Allemagne en deux parties n'est que le résultat d'un rapport de forces, la R.D.A. apparaît en fait comme un musée du stalinisme et un anachronisme qui ne survit que grâce au tableau qu'il entretient de la politique ouest-allemande présenté comme

avant-garde du militarisme et du revanchisme. Mais il appartient à la République Fédérale de définir clairement sa politique et de dire ce qu'elle pense réellement, plutôt que de se réclamer d'un principe dont on n'a ni les moyens ni la volonté d'assurer la mise en pratique. Pourquoi s'opposer à une théorie de deux Etats allemands, alors qu'une reconnaissance pourrait comporter, en contre-partie, la liberté des hommes.

M. Victor Vinde estime qu'avant de parler d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural, il convient d'assurer la fusion des Six et des Sept.

M. Caron déclare qu'on ne saurait oublier les séquelles de la guerre et rappelle le rôle qu'assume la République Fédérale dans l'Alliance atlantique. Il précise que le traité franco-allemand a été conçu dans l'optique et la perspective européenne et que le seul moyen de dépassionner le problème allemand serait d'intégrer les politiques en matière de défense, d'économie et d'affaires étrangères dans un ensemble supranational coiffé d'un gouvernement européen.

M. Mitzakis rappelle que personne ne pouvait prévoir que le "Deutsche Mark" deviendrait une des monnaies les plus fortes de l'Europe occidentale. Il rappelle que le redressement monétaire allemand s'était fait en deux étapes jusqu'en 1957 et de 1958 à 1966. Le bloc économique Allemagne-France est parvenu à la fin de 1965 à détenir 60 % des liquidités internationales de la C.E.E. et a représenté 70 % du revenu national brut des six Etats membres et 80 % de leur commerce extérieur global. Le "Deutsche Mark" et le franc français sont devenues les deux monnaies-pilote du Marché Commun, en attendant que les trois autres partenaires - Italie, Pays-Bas et Union belgo-luxembourgeoise - aient décidé d'adopter une monnaie commune. La future monnaie de la C.E.E. devrait être adoptée par consentement unanime ; en l'espèce, il ne s'agira plus, le moment venu, d'un vote, mais d'une ratification qui s'est imposée à tous les esprits et, par conséquent, aux dirigeants des Etats membres de la C.E.E. comme une vérité première.

M. Pieroni estime que devant les difficultés que la Grande-Bretagne éprouve pour entrer dans le Marché Commun, elle pourrait très bien se tourner définitivement vers le monde extra-européen et s'intéresser avant tout aux échanges mondiaux, fût-ce en prévoyant une zone de libre échange sur le plan mondial. Il ne serait donc pas étonnant que la Grande-Bretagne veuille conclure un nouvel accord avec les Etats-Unis, la Nouvelle-Zélande, le Canada, par exemple. Une union avec les Etats-Unis, à laquelle pourrait se rallier la République Fédérale, serait logique si la France refuse l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E.

M. Abelin estime, en répondant au rapport écrit de M. Schütz, qu'il n'y a pas lieu de jeter un voile de honte sur l'acquis européen, car l'Allemagne Fédérale a retiré de la construction européenne de grands avantages et si l'on peut parler à propos de l'Allemagne d'un miracle économique, on peut aussi évoquer un miracle politique. La C.E.E. est la formule moderne de l'indépendance dans l'interdépendance. Il rappelle que la détente remonte à 1956, au lendemain du 20ème Congrès du Parti communiste. On ne saurait donc dire que l'intégration européenne a desservi la cause de la détente. Il ne faut ni un malthusianisme national ni une vassalité à l'égard des Etats-Unis. La jeunesse ne veut ni l'un ni l'autre, elle est résolument ouverte sur le monde extérieur. Quant à la Grande-Bretagne, en rejoignant la C.E.E., elle donnera à l'Europe le cadre démocratique de sa tradition.

Le Professeur Reif estime que ce qui rend la position de la Grande-Bretagne délicate, c'est qu'elle ne peut braver un nouvel échec de ses tentatives d'entrer dans la C.E.E. L'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. bloquerait les perspectives d'élargissement de la C.E.E. et la confiance démocratique qu'elle inspire. Si l'on veut vraiment l'Europe, il convient d'être loyal envers tous les pays membres du Conseil de l'Europe, y compris Chypre, la Turquie et l'Islande; une véritable discussion sur l'Europe politique devrait donc se dérouler au Conseil de l'Europe à Strasbourg.

M. Théo Loch précise que parler de "l'opinion allemande", c'est aborder un concept très vaste. Car il n'existe pas d'opinion allemande en tant que telle. Si même il existe aujourd'hui en Allemagne un certain nombre de déceptions, il ressort des statistiques que plus de 60 % de la population allemande est en faveur de la supranationalité, et l'on pense également en République Fédérale que les masses populaires à l'Est regardent l'Occident en se demandant s'il est vraiment capable de s'unir.

M. von Merkatz estime que l'Espagne s'efforce aujourd'hui de se mettre au diapason du reste de l'Europe et que ce pays est en pleine voie de modernisation.

M. Spinelli n'approuve pas ce point de vue, car modernisation n'implique pas démocratisation.

M. Brugmans estime que lorsqu'on parle de réunification de l'Allemagne, on ne peut pas nier que la ligne Oder-Neisse existe et qu'elle ne saurait être modifiée. L'Union soviétique est hantée par l'idée d'une guerre sur deux fronts. Il convient donc de lui donner des assurances, serait-ce par la création d'une union fédérale en Europe, au sein de laquelle le problème des frontières aurait perdu son acuité. Si le conflit avec la

Chine s'accroît, l'U.R.S.S. devrait trouver à l'Ouest un élément pour sauver la face. Il estime, d'autre part, que la Commission de la C.E.E. devrait élaborer une politique commerciale commune envers l'Est.

M. Hausser estime que les interventions non allemandes qui ont été faites jusqu'à présent prouvent que l'image de l'Allemagne à l'étranger s'est détériorée récemment. Ce sont des idées audacieuses en matière de politique étrangère allemande qui suscitent aujourd'hui plus d'intérêt que les positions traditionnelles ; ainsi, les déclarations de MM. Wehner et Mende suscitent-elles plus d'intérêt que la récente note de paix de la République Fédérale.

M. Cydzik rappelle les déclarations de M. Spaak selon lesquelles la réunification ne sera possible que si les frontières actuelles avec la Pologne sont reconnues par le Gouvernement de la République Fédérale. De plus, les troupes soviétiques et celles de l'O.T.A.N. devraient être retirées d'Europe centrale et orientale et d'Allemagne. Enfin, les pays du Marché Commun devraient d'ores et déjà stipuler des dispositions à l'attention des pays d'Europe centrale et orientale dans le domaine des douanes, des crédits et des investissements.

M. Neumann estime qu'il y a lieu avant tout de prévenir tout renouveau du nationalisme allemand ; c'est pourquoi la jeunesse doit comprendre qu'elle doit faire des sacrifices, bien qu'elle ne porte pas la responsabilité des actes de la génération précédente.

M. Sampieri donne lecture d'extraits de la conférence de presse du Général de Gaulle et invite les membres de la Table Ronde à en tenir compte dans leurs réflexions avant la reprise des débats.

M. von Merkatz s'associe à l'invitation de M. Sampieri en faisant toutefois remarquer qu'il faudra attendre le texte officiel de la conférence de presse.

La séance est levée à 18 h. 30. Elle est reprise le 29 octobre à 10 heures.

M. Frisch estime que les communautés ne peuvent naître que des sacrifices consentis, aussi y a-t-il lieu de savoir si la Grande-Bretagne est prête à jouer le jeu européen ou si elle entend continuer à se ménager une position privilégiée aux côtés des Etats-Unis. Il faut aussi se demander ce que la Grande-Bretagne a entrepris depuis 1945 en faveur de la réunification allemande. Il rappelle que dès 1950-51, Aenauer déclarait qu'il n'y a pas de contradiction entre l'unification allemande et l'unification européenne. L'Europe doit devenir un pôle d'attraction pour tous.

M. John Hynd rappelle que la Grande-Bretagne est le seul pays, à l'exception des Etats-Unis, à sortir intact politiquement et économiquement de la guerre. Plus tard, l'A.E.L.E. allait permettre à la Grande-Bretagne d'avoir les avantages économiques sans avoir les inconvénients d'une adhésion au Traité de Rome. Il semble que la responsabilité de la situation actuelle de la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'Europe réside dans la politique des deux partis depuis la guerre. De plus, l'agriculture britannique devrait subir des mutations profondes et les problèmes financiers qui se posent devraient être réglés, car on ne peut adhérer à la C.E.E. sans en accepter toutes les exigences. Enfin, il y a lieu de déplorer que la Grande-Bretagne n'ait pas non plus de politique énergétique ; les efforts en vue d'une entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. doivent cependant être poursuivis.

M. Hans Apel estime que les chances de transformation de la C.E.E. en un Etat fédéral ont diminué. Il faudrait que la C.E.E. soit suffisamment forte pour ne pas succomber à la première grande crise économique. Pour sa part, la République Fédérale devrait définir clairement sa contribution à la détente et aux efforts de réunification. Il y a actuellement une pause dans le processus d'intégration européenne. L'Allemagne devrait l'utiliser pour définir et mettre en marche sa propre position nationale sur les problèmes qui la concernent. Mais il est évident que le poids économique de l'Allemagne et l'expérience historique empêchent une réunification dans un cadre exclusivement national. De plus, rien ne peut être entrepris sans de bonnes relations avec la France. Le Général de Gaulle, dans sa dernière conférence de presse, n'a fait que dresser un bilan sobre et objectif du traité franco-allemand, et cette leçon devrait être très utile pour la République Fédérale.

Quant aux récentes propositions de M. Wehner en faveur d'un développement des relations économiques entre les deux parties de l'Allemagne, elles doivent être développées afin d'éviter que le commerce inter-allemand ne devienne du commerce extérieur, du fait des relations commerciales entre l'Est et l'Ouest. La réunification allemande est un problème européen.

M. Alfonso Gaetani d'Orisco déclare qu'il importe de ne pas isoler l'Allemagne. Se penchant plus spécialement sur les problèmes agricoles, il déclare que de nouveaux investissements doivent être faits dans ce domaine et que l'accord sur l'intégration agricole suscite des inquiétudes, car il est basé sur un ensemble de réserves et d'incertitudes sans compensations politiques.

M. Igonet rappelle qu'une économie de marché parfaite est une illusion. Il constate que par le canal des communautés, l'influence de la pensée économique allemande se fait sentir très directement sur la politique économique française.

Il remarque également l'influence croissante des grandes sociétés américaines en Europe.

M. Baslini constate que la paix mondiale dépend de la paix en Europe ; tant que l'Union soviétique et les Etats-Unis seront confrontés, les moindres modifications territoriales en Europe provoqueraient des affrontements. Il y a donc lieu de se montrer solidaire des forces démocratiques en Allemagne et de les encourager à poursuivre une politique de détente.

Sur le plan de l'intégration européenne, il convient de commencer par l'économique pour atteindre ensuite le politique et l'Europe des Européens.

M. Rowland estime que le miracle économique allemand est associé à l'appartenance de l'Allemagne à la C.E.E. et souligne également qu'il existe un miracle démocratique qui s'est successivement traduit par l'attitude de l'Allemagne à l'égard de la C.E.E. et de l'O.T.A.N. Quant à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, ce n'est point pour elle une grande passion, mais elle pourrait y apporter son expérience technologique, démocratique et atomique. Il estime que les efforts du gouvernement travailliste en faveur de la détente ont été très importants.

M. von Merkatz, intervenant au nom de M. Blumenfeld, déclare que le complexe de Rapallo et la volonté d'une négociation directe avec Moscou est une dangereuse illusion. L'Allemagne occidentale a accepté la politique des petits pas. Dans les relations avec les pays de l'Est, on fait face à un phénomène d'accélération. Il y a une différence entre la reconnaissance entre deux Etats allemands et l'existence d'un territoire Est-allemand. Il rappelle enfin l'attitude négative de l'Union soviétique à la suite de la récente note de paix de la République Fédérale et les incidents répétés au mur de Berlin. Le problème doit être aujourd'hui dépassionné. On ne saurait parler de la ligne Oder-Neisse sans y réfléchir longuement, et le fait que la Pologne de M. Gomulka s'obstine à isoler la République Fédérale ne facilite pas les choses, pas davantage d'ailleurs que la pression des réfugiés.

Il y a lieu de redonner une substance concrète au traité franco-allemand, point de départ d'une Europe européenne.

Lord Gladwyn déclare que les amis de l'Allemagne dans l'Alliance n'ont pas intérêt à ce que l'on reprenne l'idée du corridor polonais. Il estime également que c'est une illusion que de parler d'une communauté de peuples de langue allemande ou d'invoquer les notions de patrie ou de sol occupé par des Allemands. Il y a aujourd'hui fort peu de chance pour que

l'Union soviétique retire ses troupes et que l'Allemagne de l'Est sorte de la sphère communiste. Mais aucun gouvernement de la République Fédérale ne peut songer à un dialogue séparé au sujet de la réunification. Dans l'histoire, l'Allemagne a été souvent divisée sans que cela ait été ressenti comme une tragédie ; bien que le régime actuellement en vigueur à l'Est soit dégradant pour l'homme, la situation s'est améliorée depuis quinze ans. Il convient donc de s'armer de patience.

Parlant de l'entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E., il affirme que lorsque celle-ci sera faite, l'Alliance aura un partenaire utile, mais cette communauté ne pourra se défendre toute seule, tout en n'étant une menace pour personne. La République Fédérale devrait se déclarer prête à favoriser l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, faute de voir la Grande-Bretagne lui préférer une communauté atlantique.

M. Altiero Spinelli rappelle que l'Allemagne est aujourd'hui la puissance économique la plus forte et la plus insatisfaite en Europe, et donc celle qui peut succomber aux plus grandes tentations. Depuis l'après-guerre, on a tenté d'inclure successivement l'Allemagne Fédérale dans le contexte européen et dans le contexte atlantique. Mais, tant du côté occidental qu'oriental, l'idée nationale a repris de la vigueur. Les loyautés communistes et communautaires sont ébranlées. Il se demande qui va profiter d'un tel mouvement. Sur le plan communautaire, il faut rechercher une politique commerciale commune, afin de libérer l'Allemagne de toute tentation. Sur le plan atlantique, il faut transformer l'hégémonie en "partnership". Quant à la collaboration entre l'Est et l'Ouest, on devrait l'organiser sur un plan multinational impliquant la présence des Etats-Unis et de l'Union soviétique.

M. Le Brun, en tant qu'homme de gauche, syndicaliste et non membre de la majorité française, s'indigne et s'insurge contre les attaques portées à la politique étrangère de la France. La France ne fait pas preuve de nationalisme. Sa politique de coopération franco-allemande, sa politique européenne jalonnée par la réalisation d'une politique agricole commune facilitant la participation au Kennedy Round, ses efforts en vue d'une politique énergétique commune le prouvent. Il en va de même d'une collaboration européenne qu'elle propose dans l'amitié et sans rupture avec les Etats-Unis ; il déclare enfin que ce n'est pas non plus faire preuve de nationalisme que de consacrer proportionnellement la part la plus importante de son revenu national à l'aide au développement. Il rappelle, à titre d'information, que 75 % de l'opinion publique s'est prononcée en faveur de la politique étrangère française au lendemain du discours de Pnom-Phen du Général de Gaulle.

M. Mariano Sebastian exprime sa sympathie envers l'Allemagne dans ses efforts en vue de réunifier son peuple. Il rappelle que l'Espagne a toujours soutenu aux Nations Unies le droit de l'Allemagne à la réunification et rappelle que l'Espagne se sent européenne et veut contribuer à l'oeuvre européenne. Une Europe comprenant l'Allemagne réunifiée, l'Espagne et le Portugal serait un exemple pour le monde entier et ouvrirait de larges possibilités pour l'Europe en Amérique latine.

M. Robert Luc, Directeur politique du Conseil de l'Europe, rappelle l'originalité de l'expérience récente faite par le Conseil de l'Europe et souligne qu'en décembre 1964 le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe avait déclaré le Conseil ouvert à l'idée d'une coopération technique avec le monde extérieur, et notamment avec les pays de l'Est. Depuis lors, U Thant, par sa venue devant l'Assemblée du Conseil de l'Europe à Strasbourg en mai 1965, a confirmé avec éclat à la fois la vocation régionale du Conseil de l'Europe et ses responsabilités à l'égard du monde extérieur. Bien que les relations bilatérales soient, à l'heure actuelle, les plus opportunes pour l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest, le Conseil de l'Europe a enregistré un certain nombre de succès, comme la participation de l'Union soviétique au Comité en matière de brevets et la participation d'un certain nombre de pays de l'Est à la Conférence démographique européenne qui s'est tenue à Strasbourg, début septembre 1966. L'Assemblée a suivi cette évolution et débatera en janvier 1967 le problème des relations entre l'Est et l'Ouest, ainsi que la question allemande, qui ne peut en être dissociée.

Il souligne ensuite la remarquable loyauté des partenaires de l'Allemagne Fédérale face aux efforts de la soi-disant R.F.A. pour se faire reconnaître et remarque que l'on a tort d'émettre des doutes quant à la loyauté des alliés de l'Allemagne. Il conclut en insistant pour que l'on n'étende pas les controverses et les caricatures des positions et des attitudes au domaine des relations Est-Ouest à propos desquelles règne déjà un certain accord. On ne saurait cependant hâter le rythme de ces échanges sans risquer de les compromettre.

M. Eduard Wall souligne que si la Grande-Bretagne veut entrer dans le Marché Commun, une adaptation des législations s'impose. L'expérience des communautés devrait être enrichissante pour la Grande-Bretagne.

M. Charles Ronsac estime que la question est de savoir si l'unification de l'Allemagne doit passer par l'Europe et si elle doit déboucher sur elle, à moins que cette unification ne soit pour longtemps encore un projet. Il rappelle que dans le passé, l'Allemagne n'a pas saisi l'occasion qu'elle avait

de se réunifier en échange d'une neutralisation. On peut se demander aujourd'hui si l'U.R.S.S. ne préfère pas le statu quo même à un Etat allemand communiste qui serait trop grand. La majorité des peuples européens n'est pas non plus très pressée de voir l'Allemagne se réunifier. Voici quinze ans, l'idée européenne avait été la grande chance. La politique du Général de Gaulle a rejeté l'Allemagne Fédérale dans les seuls bras de l'Amérique.

M. H.J. Stokvis constate que tout le monde est d'accord sur la nécessité de réunifier l'Allemagne, mais que les divergences apparaissent sur les moyens. L'Union soviétique n'a plus la même crainte de l'Allemagne Fédérale, mais si elle l'avouait elle risquerait de perdre son ascendant sur la plupart des pays satellites. L'Europe devrait créer une communauté, afin de lutter contre l'ignorance et la faim dans le monde et de devenir le champion de la paix.

La séance est suspendue à 13 heures. Elle est reprise à 15 heures 40.

M. Enzo von Kuhlman-Stumm, des Etudiants de Hambourg, déclare que la position de l'Allemagne dans le monde et l'opinion qu'on s'en fait à l'étranger est pour la jeunesse allemande un sujet de préoccupation. Il déplore que l'enrichissement et le progrès économique n'ont pas eu en Allemagne les prolongements politiques que l'on aurait pu espérer. L'Allemagne n'obtiendra jamais rien de ses alliés si sa position et sa rigidité jettent le trouble parmi eux. Il y a donc lieu de partir de l'existence actuelle de deux Etats en Allemagne en essayant de créer des liens aussi étroits que possible entre les deux systèmes pour éviter qu'ils ne s'isolent et pour permettre qu'un jour ils puissent se confondre dans un ensemble plus vaste.

M. Roland Pré constate qu'au cours du débat, on est essentiellement resté sur le plan politique, alors que les problèmes économiques et technologiques ont également une très grande importance. Comme il y a trente ans, la jeunesse allemande vit aujourd'hui un drame ; elle devra choisir entre la solution nationaliste et les voies nouvelles et diversifiées. La solution du problème allemand passé par l'Europe, et l'Allemagne ne saurait sombrer dans des exaltations dangereuses et solitaires.

M. Magno rappelle que, lors de sa visite à Rome, M. Gromyko a dit que pour obtenir la réunification, l'Allemagne devait d'abord accepter la ligne Oder-Neisse, la confédération des deux Etats et le Traité de Moscou. Malgré les nombreuses difficultés qui existent, il convient de relancer l'idée de l'Alliance atlantique et d'éviter que l'Allemagne ne reprenne le chemin de Rapallo.

M. de Smaele se demande si les inquiétudes allemandes ont pu être apaisées après la présente Table Ronde. Il estime que les fruits du miracle allemand ont été mûris dans la communauté européenne et que le sentiment d'appartenance et de participation à un ensemble plus vaste s'est enraciné dans l'opinion allemande.

Désormais, il y a lieu de relancer l'idée d'une union européenne de la Méditerranée au Cap Nord. Il faut reconnaître que la frontière de l'Est devient un problème communautaire. Quant aux deux Allemagnes, elles devraient se rapprocher. Il est rassurant de constater, au terme de ces débats, que l'Allemagne a conscience qu'elle ne saurait résoudre elle-même et toute seule ses propres problèmes.

M. Pacciardi partage les points de vue exprimés par M. von Merkatz et regrette que l'Allemagne ait pu donner l'impression de vouloir jouer la carte soviétique par-dessus la tête de l'Europe. L'attitude actuelle des États-Unis envers l'Union soviétique prouve nettement le bien-fondé des positions du Général de Gaulle et remet en lumière la nécessité d'une réanimation du traité franco-allemand. L'Europe européenne est un problème réel qu'il ne faut pas escamoter.

M. Horst Neumann déclare que la jeunesse allemande, étudiante et ouvrière, se détourne de la pensée nationaliste et s'intéresse à l'idée européenne, car elle a besoin d'idéaux. Elle croit en la suppression des frontières et souffre d'autant plus que celle qui existe au sein de son propre pays.

M. Tortora constate que le climat communautaire s'est perturbé en Europe et qu'il y a lieu plus que jamais d'élargir les structures actuelles. L'Europe doit à chaque instant redéfinir sa propre voie au gré des possibilités du moment.

M. Léo Hamon constate que deux conceptions fondamentales se sont opposées au cours du débat, l'une défendue par M. Altiero Spinelli, selon laquelle la nation est réduite à une donnée culturelle, refusée, et l'autre selon laquelle la nation est reconnue comme telle et offerte au monde. La première conception a connu son temps de gloire au lendemain de la deuxième guerre mondiale, elle était née de la peur et de la guerre froide. Dans une telle Europe, l'Allemagne retrouvait son rang, mais perdait toute chance de retrouver son unité, pour n'être qu'un profiteur de la guerre froide. Aujourd'hui, la situation en Europe a évolué, la peur s'est éloignée. "Davantage de solidarité et moins de troupes", comme le demandait Lord Gladwyn, cela ne peut qu'amener les Allemands à se demander s'ils ne sont pas, en définitive, les dupes de la détente.

Dans l'autre conception, la nation est un fait qu'il faut accepter. Il serait absurde de vouloir cesser d'être Français, par exemple simplement pour empêcher les Allemands de devenir

Allemands. Nous nous sentons assez forts, dit-il, pour permettre aux Allemands d'être Allemands en une nation. Mais l'Allemagne doit reconnaître ses frontières actuelles, renoncer à tout armement atomique et, ce faisant, loin de s'appauvrir, l'Allemagne deviendra un partenaire estimé de ses alliés.

Le traité franco-allemand était un élément déterminant d'un pilier à construire en Europe occidentale, mais la priorité donnée à l'hégémonie nord-américaine lui a substitué un autre système. Aujourd'hui, il semble qu'un rapprochement avec l'Est est le seul moyen d'ouvrir la voie à une solution du problème allemand. L'Europe ne doit pas être inventée comme un moyen artificiel destiné à noyer le problème.

M. Abelin estime que l'on ne peut pas dire qu'il y a incompatibilité entre intégration et réunification.

M. Thé Sommer rappelle que l'idée de patrie a été inventée en France même et se demande pourquoi on n'inventerait pas aujourd'hui celle de patrie européenne. Il reconnaît que le processus de la réunification sera lent et que pour l'Allemagne, il ne saurait y avoir une patrie de rechange. Il faut maintenir en Allemagne le sens de l'unité allemande.

M. Pierre Uri fait la synthèse des deux journées de débat sous les rubriques suivantes : le sentiment en Allemagne, les chances de la détente, la contribution de l'Allemagne, la contribution de l'Europe, les rapports entre l'Europe et la nation.

M. Baumel a été frappé de voir que tous les participants à la Table Ronde se rendent bien compte que la situation en Europe a changé et que l'Europe future sera une Europe continentale au sein de laquelle l'Allemagne aura un rôle déterminant à jouer. Cependant, la République Fédérale ne devrait pas continuer à briguer la place d'allié privilégié de la grande Amérique, car cela ne sera jamais admis ni ratifié par l'Union soviétique. L'Allemagne doit faire un choix sans renier ses alliances ; parmi ses alliés, elle doit choisir le plus proche, qui est la France.

M. Baker affirme qu'une Europe unie est le seul moyen d'arriver à une réunification de l'Allemagne.

M. Keim rappelle qu'en 1945, l'idée d'Europe avait remplacé en Allemagne l'idée nationale. Mais aujourd'hui, il faut regagner l'opinion à l'idée européenne en montrant que l'Europe offre des solutions concrètes. Il signale également que durant son stage au Conseil de l'Europe, il a constaté que les jeunes qui viennent visiter cette organisation croient y trouver M. Hallstein ! Il y aurait donc lieu de remettre

en lumière aux yeux de l'opinion publique l'essence et les qualités spécifiques du Conseil de l'Europe, de même que ses possibilités nouvelles.

M. Gascuel fait remarquer qu'il est sceptique quant aux sondages d'opinion au sujet de la popularité de la politique étrangère française.

M. Sampieri annonce les thèmes qui ont été proposés pour la prochaine Table Ronde : l'un porte sur les sociétés européennes, l'autre sur une politique internationale de la recherche scientifique, et le troisième sur l'examen pratique d'un partnership Europe-Amérique.

New-York, Turin ou Venise ont été proposés pour la prochaine Table Ronde. Il semble que le dernier des thèmes proposés ait été celui qui a retenu le plus d'attention.

La séance est levée à 18 heures et le Président déclare close la 18ème Table Ronde pour l'Etude des Problèmes de l'Europe.

WILHELM WOLFGANG SCHÜTZ

Président gérant du Comité de l'Allemagne indivisible

Points de repère de son exposé

fait à l'occasion de la Table Ronde de Hambourg

28/3/ octobre 1966

sur le thème:

LA POSITION DE L'ALLEMAGNE DANS L'EUROPE D'AUJOURD'HUI

L'idée européenne est malade. L'idée européenne reprend vie. Quatre grandes tentatives d'édifier l'Europe moderne ont échoué. L'Europe de la Révolution française, du premier Napoléon, prit fin en 1812 dans l'hiver russe et dans les guerres de libération. La Sainte Alliance et le système consécutif d'Etats traditionnels créèrent un concert de puissances, qui finit par s'effondrer dans la première guerre mondiale. Des hommes d'Etat tels que Briand et Stresemann échouèrent dans leur tentative de mettre sur pied une Europe d'Etats nationaux libéraux. Après la première guerre mondiale, les Etats européens n'étaient pas prêts pour cette unification. Les forces de destruction prirent trop rapidement le dessus.

Après la seconde guerre mondiale, les hommes de la reconstruction amorcèrent la quatrième grande tentative. Schuman, de Gasperi, Adenauer, Spaak et tous les autres. Ils se rendirent compte que les nations d'Europe écrasées n'avaient le choix qu'entre un avenir commun ou le déclin en ordre dispersé.

Même cette quatrième tentative a échoué. A la réflexion il apparaît que cette quatrième tentative était trop craintive. Sauve qui peut - voilà quelle était l'ambiance des années cinquante. Le raz de marée de l'expansion communiste menaçait de tout submerger. Union contre l'Est. Même contre l'Europe de l'Est. C'est ainsi qu'on voyait les choses à l'époque. Malgré tout l'idéalisme, c'était pourtant une Europe de la pusillanimité.

L'échec de cette quatrième Europe est tellement criant, la nécessité de la coopération si inévitable, qu'avec la logique de l'histoire, la cinquième Europe commence déjà à surgir des ruines.

Cette marche vers la cinquième Europe est entreprise par une jeune génération, dont le style de vie et la mentalité sont dépourvus de sectarisme, qui ne veulent pas être confondus avec les zéloteurs qui donnaient le ton dans les décennies antérieures. C'est un édifice d'ordre supranational, qui repose sur les Etats et sur les peuples qui sont là et veulent être là. La tentative précédente était née du désespoir d'une génération qui avait fait naufrage, derrière laquelle les Etats et les peuples s'étaient effondrés.

Dans une Europe des nations, la place de la nation allemande s'inscrit pour ainsi dire tout naturellement. Son organisation et sa structure ne posent pas une question d'existence, mais seulement une question de méthode. Qu'il y ait une Allemagne ou non, désormais cela ne décidera plus du sort de l'Europe, mais le sort de l'Europe décide qu'il y a l'Allemagne.

Dans une Europe totale, les lois intérieures de l'équilibre replacent la question allemande dans un autre contexte. Le danger de déséquilibre disparaît. Dans une Europe des Six, une Allemagne de soixante-dix à quatre-vingts millions d'habitants serait une puissance maîtresse. Dans une Europe de toutes les nations européennes, la question de l'équilibre intérieur est résolue. L'Allemagne est absorbée par cette Europe de tous les Européens. Voilà la véritable européisation de la question allemande!

Une Europe de tous les Européens c'est une Europe qui n'est plus déchirée entre l'Ouest et l'Est. Surmonter la confrontation c'est ouvrir l'Europe sur l'Est comme sur l'Ouest. Ce n'est plus le front dressé contre le bloc oriental qui sert de lien unifiant. De même, ce n'est plus la pression exercée par l'Est qui sert

de ciment à l'édifice européen, mais l'unification graduelle des peuples d'Europe devient une force dynamique. L'ouverture à l'Est prend l'aspect d'une mission, qui accélère la prise de conscience européenne et affermit la politique en faveur de l'Europe.

La structure de la nouvelle Europe contient des éléments qui favorisent l'édification du tout. Chez les peuples de l'Est et du Sud-Est européens, la volonté de liberté se conjugue à des aspirations nationales. On veut être indépendant, et l'on cherche tout d'abord cette indépendance dans son propre Etat, dans sa propre nation. On veut être libre, et l'on voit dans la sécurité de ses propres frontières un moyen de parvenir à cette liberté.

La cinquième Europe n'est pas une Europe des zéloteurs. C'est une Europe des pragmatiques. Elle doit s'édifier par la base. On ne peut pas la décrocher des nuages. Ni non plus des nuées de grands espoirs. Une Europe pas seulement des pragmatiques, mais du pragmatisme. Il faut procéder de telle sorte que les Etats et les Nations puissent participer. Tels qu'ils sont. Pas comme on voudrait qu'ils fussent. Le rythme et la structure de la cinquième Europe doivent être adaptés aux données du monde d'Etats européens, au style des nations européennes et au développement en dehors de l'Europe. A l'inverse cela ne va pas. Ne pas dire: nous bâtissons une maison et il vous faut y entrer de force. Que cela vous plaise ou non. Que vous heurtiez le plafond de la tête ou non.

Tout milite en faveur du pragmatisme dans la nouvelle Europe. Si l'on s'en tient cette fois aux faits, on s'en tient à un rêve d'avenir. L'idéologie européenne de la dernière tentative échoua parce qu'en bien des endroits elle se heurta à la réalité. Ces pères verbeux de l'Europe avaient d'un coeur bien trop léger abandonné la moitié du continent à son sort dans l'oppression. Ces champions de l'unification rapide admettaient trop vite qu'au-delà de la ligne de démarcation il n'y avait rien à faire dans un avenir prévisible. Les bonnes paroles adressées aux Allemands étaient aussi trop équivoques. C'est trop délibérément que l'unification de l'Ouest devait barrer le chemin à l'unité allemande. C'est avec trop d'hypocrisie que les champions de l'Europe feignaient de ne pas voir les ombres de l'oppression.

A la différence de cette tentative infructueuse, la voie qui mène à la cinquième Europe offre de nouvelles possibilités. Tout est à nouveau projeté en avant. Le débat est ouvert. Sur tout. Nécessité de l'auto-libération nationale. Caractère inévitable de la coopération sur le continent. Plus les peuples européens aspireront à l'indépendance et plus urgente sera la solidarité par-delà toutes les frontières. On ne peut pas rester seul, faire bande à part, former un groupe restreint. L'Ouest et l'Est sont en train de perdre de leur valeur idéologique. Les gens pensent autrement que les partis. Il y a de la liberté même dans les pays qui incarnent la force. A l'inverse, la liberté est négligée par des peuples que rien n'empêche d'être libres.

Au nombre des moteurs les plus puissants de la cinquième Europe figurent les retrouvailles de l'Est et de l'Ouest. La jeune génération prend conscience de ce changement. Il y a là une mission à accomplir. On sent vibrer un peu de l'esprit des explorateurs, des conquérants pacifiques.

Quoi d'étonnant à ce que cette nouvelle conception de l'Europe fasse surgir de nouvelles forces, qui bousculent beaucoup de vues traditionnelles? Il est difficile de faire comprendre à la jeune génération les risques, pour ne pas parler des défaites qui menacent une pareille extension du dialogue européen. Les vieux arguments ne portent pas. Aucun esprit courageux ne se laisse retenir par des exhortations à la prudence. De nouvelles idées, un nouveau style et de nouveaux objectifs doivent être élaborés si l'on veut atteindre ce qui est réalisable. Sous peine d'aboutir à un échec. Sous peine de voir la cinquième tentative s'effondrer pour avoir visé trop haut. Comme toutes les précédentes.

Cette nouvelle conception de l'Europe ne veut rien savoir des antagonismes nationaux qui séparent les peuples européens. En même temps, l'esprit des nations reprend une vigueur qu'il n'avait pas connue depuis bien des années. Une Europe paradoxale. Pas de réponses faciles. Pas de formules toutes faites. Il y a même beaucoup de choses à repenser, à réexaminer

qui semblaient réglées depuis au moins la fin de la guerre. Ces réalités inexplicées vont de l'évidence nationale au préjugé national.

Mais à la différence d'époques antérieures de l'histoire, les peuples ne conçoivent et n'éprouvent plus ces problèmes comme étant du domaine de la politique de puissance. Des démêlées intellectuelles, oui. Des conflits belliqueux, non.

Rien ne pourrait mieux illustrer l'anachronisme de l'action européenne que les tâches extra-européennes auxquelles est confrontée l'Europe. Rien ne saurait mieux purifier de tout égoïsme national le climat dans lequel doit se déployer un système de sécurité en Europe que le regard porté sur le reste du monde. Plus le système européen sera inséré dans le monde non-européen, moins il sera hypothéqué par des litiges intra-européens. Beaucoup dépendra des tâches que l'on se fixera. Une Europe repliée sur elle-même sera à tout bout de champ aux prises avec l'adversité. Une Europe tournée vers la politique mondiale oubliera bientôt les vieilles discordes. Des tâches plus vastes, un monde plus étendu attendent l'Europe. L'Europe totale. Dans ce monde, la peur qu'un autre vous attaque fait penser à un vieux roman de chevalerie. Une Europe qui refuserait aux Allemands ou à une autre nation le droit à l'autodétermination, ferait piètre figure dans le monde de demain. A ses propres yeux. Aux yeux des autres. Le risque d'édifier un système européen est moindre que celui d'un partage permanent, le danger de vivre sans protection est moindre que le risque de devenir intellectuellement l'asile de vieillards de l'humanité de demain.

(Cf. aussi Wilhelm Wolfgang Schütz "Modelle der Deutschlandpolitik - Wege zu einer neuen Aussenpolitik", Kiepenheuer und Witsch, Cologne, octobre 1966)

LA GRANDE BRETAGNE
ET
LE PROBLEME ALLEMAND

par Stanley Henig, M.P.

La conception du problème allemand appartiendrait davantage au domaine de la psychologie et de la sociologie qu'à celui de l'étude plus pragmatique de la politique. Personne aujourd'hui ne parlerait de "problème français" ou "problème hollandais" comme tels, ni dans quelle mesure ils pourraient affecter la Grande-Bretagne. En effet, en ce qui concerne la Grande-Bretagne il n'existe pas un ensemble constant de facteurs composant le problème allemand. Entre les deux guerres on a souvent soutenu en France que les facteurs de base concernant la population et la puissance industrielle étaient un problème permanent demeurant fondamentalement le même. Du point de vue britannique la question ne se posait pas. Les relations de la Grande-Bretagne avec l'Allemagne au cours de ces dernières années se sont déroulées en plusieurs étapes : au fur et à mesure que la scène internationale changeait le contexte des relations anglo-allemandes se transformait également.

L'Allemagne aujourd'hui est l'Etat tampon de l'Europe et l'Occident considère l'Allemagne Fédérale à la fois comme une première ligne de défense et comme un avant-poste. Du point de vue stratégique les nécessités de la Grande-Bretagne se présentent sous deux aspects :

- a) assurer la permanence de l'Allemagne Occidentale dans l'Alliance de l'Ouest, car, si jamais la République Fédérale venait à se retirer, la ligne frontière serait bien plus proche de la Grande-Bretagne ;
- b) empêcher l'Allemagne de prendre des initiatives indépendantes pouvant provoquer une guerre : un avant-poste exposé peut, à n'importe quel moment, subir des provocations imprévues.

Cela serait encore plus probable au cas où une partie de sa population se trouverait opprimée au delà de la frontière.

Du point de vue d'une alliance, il ne faudrait pas craindre que les responsables aux avant-postes précipitent l'éventualité d'une guerre par des décisions inconsidérées, dictées par la panique ou par la conviction que là réside l'unique moyen de s'assurer un appui. Il s'ensuit que la meilleure solution des problèmes stratégiques de la Grande-Bretagne est le maintien et, peut-être, le renforcement de l'alliance occidentale.

L'appui de l'OTAN et les buts généralement reconnus de l'Occident ont également constitué les points cardinaux de la politique étrangère de la République Fédérale. Confrontée par la menace de l'Est, l'Allemagne Occidentale aurait pu réagir de deux façons. Chercher un accord avec l'Union

Soviétique : la conséquence aurait été l'unification des deux Allemagnes, mais dans des conditions qui, dans le meilleur des cas, l'auraient laissée dans une position d'infériorité en Europe et, au pis, l'auraient conduite vers la domination communiste. L'autre alternative était de rechercher des garanties par le monde occidental.

Cette politique, poursuivie à ce jour, trouve sa raison d'être dans le postulat qu'un Occident fort et une Allemagne Occidentale forte présentent la plus grande chance pour la nécessité de l'unification définitive.

Cette formule pourrait faire naître un certain déséquilibre - l'Allemagne ayant besoin de l'Occident dans sa totalité, c'est-à-dire principalement des Etats-Unis d'Amérique - tandis que la Grande-Bretagne a réellement besoin de l'Allemagne Occidentale.

Pourtant, il y a une compensation dans la faible position politique de l'Allemagne Fédérale qui a besoin de tous les appuis diplomatiques pour atteindre ses buts nationaux exténuants et de longue haleine. De toute façon si l'OTAN est important pour la Grande-Bretagne, cette organisation est essentielle pour la République Fédérale Allemande.

Pour étudier les relations anglo-allemandes dans le contexte d'après guerre, il est nécessaire d'examiner certains problèmes particuliers qui les concernent.

1) LA STRUCTURE INTERIEURE DE LA REPUBLIQUE FEDERALE.

Ce problème ne cause plus trop d'inquiétude en Grande-Bretagne. En général, la démocratie allemande paraît assurée et en Grande-Bretagne on exprime occasionnellement le regret que certaines personnes ayant un passé politique suspect aient pu atteindre des postes importants au sein de la République Fédérale.

2) LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ALLEMANDE.

La Grande-Bretagne a pratiqué une politique de non-reconnaissance contraire à sa politique traditionnelle. Normalement l'acte de reconnaissance de la part de la Grande-Bretagne ne signifie pas son approbation morale, mais, dans le cas de la République Démocratique Allemande, il y a inversion - la désapprobation mène à la non-reconnaissance. Cette attitude est conforme à la ligne de conduite de Bonn, pourtant il est douteux qu'elle aboutisse à la disparition de la République Démocratique. D'autre part, il est certain que cette dernière doit son existence uniquement à la puissance soviétique, mais ce facteur paraît relativement permanent.

3) ANCIENS TERRITOIRES ALLEMANDS à l'EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE.

La Grande-Bretagne ne reconnaît ni ne reconnaît pas la ligne Oder-Neisse. L'attitude officielle considère que les frontières orientales de l'Allemagne pourront être établies par un traité de paix général qui suivra la ré-unification.

de l'Allemagne Occidentale et Orientale; ce qui ajourne le problème.

Un traité de paix conclu entre les quatre Puissances agissant en une harmonie plutôt incertaine pourrait laisser ces frontières là où elles se trouvent actuellement et un accord direct entre le Gouvernement Allemand et l'Union Soviétique pourrait encore une fois se conclure aux dépens de la Pologne. Les craintes de la Pologne se traduiraient par des pressions au sein du bloc soviétique contre tout traité de paix.

En Grande-Bretagne de nombreuses personnalités considèrent que l'Allemagne devrait renoncer à ces territoires en tant que contribution à la paix de l'Europe Orientale, tandis qu'une opinion plus sophistiquée retient qu'une telle concession ne serait effective pour le bien de la paix que si elle était sincèrement volontaire.

4) RE-UNIFICATION.

Comme déjà indiqué, l'Occident considère que la ré-unification doit précéder le traité de paix et qu'on devrait y parvenir au moyen d'une certaine forme de libre expression de l'opinion du peuple allemand. Une procédure de ce genre n'offre que peu d'attrait pour l'Union Soviétique pour qui la question de la ré-unification doit engager les deux Etats Allemands. Ainsi la non-reconnaissance de la République Démocratique Allemande augmente par son formalisme l'impasse actuelle.

5) REARMEMENT DE L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE.

Ce réarmement a été accepté avec peu d'enthousiasme en Grande-Bretagne et on éprouverait encore plus de répugnance à autoriser l'Allemagne à posséder n'importe quel armement nucléaire. D'autre part, on se rend compte que si la France et l'Angleterre ont leur propre force de frappe indépendante, l'Allemagne pourrait alors se ressentir d'être un allié mineur.

C'est pour cela que la Grande-Bretagne est pour une force de frappe atlantique. L'ancienne opposition à la Force Multilatérale projetée se basait en grande partie sur les dépenses que la Grande-Bretagne aurait dû supporter pour se replier sur un déterrent dépendant uniquement de bases maritimes.

A plusieurs reprises des hommes de loi occidentaux ont démontré que l'Union Soviétique ne serait pas autorisée à se plaindre d'une participation de l'Allemagne Occidentale à une Force de frappe Atlantique, mais ces arguments n'auraient que peu de valeur au sein du bloc soviétique. Avant de prendre la décision de participer la République Fédérale devra donc faire soigneusement le compte des bénéfices et des pertes éventuels.

6) L'ALLEMAGNE ET L'UNIFICATION OCCIDENTALE.

En Grande-Bretagne on a été fortement déçu de voir que la République Fédérale n'avait pas trop œuvré pour permettre l'entrée de l'Angleterre

au MEC, car il est généralement reconnu que les intérêts de l'Allemagne, en tant que nation industrielle et de commerce, sont similaires à ceux de la Grande-Bretagne. L'intérêt économique aurait dû donc aligner la République Fédérale et la Grande-Bretagne au cours des négociations stériles de Bruxelles. Cependant, ce que l'on a sous-estimé en Grande-Bretagne était bien l'attachement du Gouvernement Fédéral à l'union politique et au nouvel alignement avec la France. Il est peut être vrai qu'actuellement les relations franco-allemandes sont moins étroites; d'ailleurs on peut à présent considérer également l'attitude britannique envers l'union politique moins radicale que celle de la France.

Un autre problème causant un fort ressentiment est le coût de l'armée britannique du Rhin : la Grande-Bretagne se trouve sensiblement à court en devises étrangères et une partie de l'opinion réclame le retrait partiel, ou même total, si des solutions satisfaisantes ne pouvaient pas être trouvées. Une pareille décision pourrait avoir pour l'OTAN des conséquences sérieuses.

Les problèmes majeurs pour l'Allemagne se rattachent à la ré-unification et à la solution de la question des frontières. Votre rapporteur a sciemment omis de parler de Berlin, car il s'agit simplement d'une extension spécifique du problème général. La ré-unification est supposée être le prélude à un Traité de Paix général. Actuellement un pareil traité ne saurait être conclu uniquement entre l'Allemagne et les Quatre Puissances, mais également entre les Quatre Puissances elles-mêmes. En pratique, la ré-unification allemande paraît vraisemblable seulement comme étant le résultat d'une paix européenne sans toutefois lui être antérieure.

En ce sens, le problème allemand n'est qu'une partie du problème européen, problème qui peut être abordé d'une autre façon.

La frontière Oder-Neisse peut être de nos jours une source d'émotions comme le fut une fois l'Alsace-Lorraine. Pourtant l'Europe occidentale pourrait toujours avoir des problèmes de frontières s'il n'y avait pas eu les mouvements intégrationnistes. Depuis 1945 des querelles entre l'Allemagne, d'une part, et la France, la Belgique et les Pays Bas, d'autre part, ont été reléguées dans les limbes de l'histoire. Un mouvement intégrationniste similaire au sein de l'Europe Orientale pourrait également rendre sans aucune importance toute querelle au sujet de la frontière Oder-Neisse.

De nos jours, l'Allemagne marque la division de l'Europe : elle pourrait être aussi la cause de l'unification. L'Allemagne ne peut pas faire partie à la fois des deux Communautés Européennes - Est et Ouest - car, à la longue, il ne peut y avoir qu'une seule Communauté. Parfois il a été avancé que le chemin vers la paix en Europe consiste à accorder à l'Allemagne un statut très particulier - par exemple non-nucléaire ou neutralisée. Au lieu "d'accorder" on pourrait lire "imposer"; tant que les Allemands priment par

leur nombre en Europe Centrale aucun accord pourra aboutir à une paix durable; envisager une Europe unie semble être bien préférable.

Votre rapporteur n'a pas l'intention de discuter les visées gaulistes pour une Europe unifiée, puissante et nucléaire constituant une troisième force mondiale. Quelques exemples de relations internationales permettent d'entrevoir la façon dont l'Europe pourrait atteindre une telle position ou comment cette dernière pourrait contribuer à la cause de la paix dans le monde.

Il est fort peu probable que l'Union Soviétique renonce à son emprise sur l'Europe Orientale, ce qui permettrait la création, sur ses frontières d'un troisième potentiel hostile. Puisque les Etats-Unis d'Amérique pourraient être également peu désireux d'étendre leur protection nucléaire, alors que l'Europe atteint un niveau d'armement moderne équivalent, le danger d'une attaque soviétique préventive pourrait également se manifester.

On peut penser alors que l'Europe ne devrait pas aspirer à ce rôle plus dangereux mais qu'elle devrait, au contraire, tendre vers sa propre unification, sans force de frappe. Une telle Europe ne constituant aucune menace pour l'Union Soviétique et les Etats-Unis, pourrait négocier avec les deux blocs les garanties de son intégrité. Cette solution européenne permettrait de résoudre, en premier lieu, le problème allemand.

La politique habituelle de l'Occident a été principalement dictée par Bonn, et c'est là en effet que les plus grandes décisions politiques peuvent encore être prises. Tandis que la politique précédente concernant l'Allemagne a établi un régime démocratique puissant en Allemagne Occidentale, en fortifiant l'Europe Occidentale dans son ensemble, elle a échoué à aboutir à la ré-unification allemande. Le "tryptique" d'élections libres, de ré-unification et de paix européenne placés dans cet ordre, paraît renvoyer dangereusement le problème, dans son ensemble, à une date indéterminée.

Il est évident qu'on ne peut pas, dans le contexte d'un court exposé, tirer des solutions définitives; mais si les initiatives politiques des quelques années à venir contiennent les suivantes, alors une solution de ces problèmes pourrait se profiler.

a) Renonciation de la part de la Grande-Bretagne et de la France à leur propre force de frappe.

b) Entrée de la Grande-Bretagne dans un MEC élargi (cela requiert un changement d'attitude des deux côtés).

c) Révision de la politique de la République Fédérale Allemande envers la République Démocratique Allemande et la ligne Oder-Neisse.

Une Europe Occidentale entièrement unifiée, non nucléaire, face aux Etats de l'Europe Orientale dans leur ensemble n'ayant plus rien à craindre pourrait négocier un accord général.

En cette éventualité cela offrirait de bien meilleures perspectives que n'offre l'impasse où nous nous trouvons actuellement.

BRITAIN AND THE GERMAN PROBLEM

by Stanley Henig, M.P.

The concept of the "German Problem" belongs perhaps more to the realms of psychology and sociology than to the more pragmatic study of politics. Nobody would today speak of the "French Problem" or "the Dutch problem" in themselves, or as they might affect Britain. Indeed, as far as Britain is concerned there is no lasting set of factors which could constitute "the German problem". In France, between the wars, it was often argued that basic factors concerning population and industrial power constituted a permanent problem that was always basically the same. From the British point of view, this has never been the case. Britain's relations with Germany have undergone several distinct phases during the last sixty years. As the overall international scene changes, so too does the problem of Anglo-German relations.

Today, Germany is the European buffer. For the West, the Federal Republic is both a first line of defence and an advanced outpost. Strategically, British needs are two.

a. To ensure that Western Germany remains in the Western alliance - were she to withdraw, the front-line would be very much nearer to Britain.

b. To prevent Germany taking any independent initiatives of a type which may make war more likely. An exposed outpost is likely to be subjected to acute provocation at any time. This may be even more the case when its own people are over the frontier and being subjected to oppression. From an alliance point of view there should be no danger of those in the outpost committing all to war through any kind of hasty or panicky decision, or because they feel it is the only way to ensure support. It follows that British strategical needs can best be met by maintaining the Western alliance, and perhaps strengthening it.

Support for Nato and broadly agreed Western aims have also been cardinal features of the foreign policy of the Federal Republic. Faced with the eastern threat, Western Germany could have reacted in one of two ways. It might have sought accomodation with the Soviet Union.

Possibly this would have produced German re-unification, but on terms which would at best have left Germany with an inferior status in Europe and at worst have led to Communist domination. The other alternative was to seek guarantees from the West. This policy, which has been followed to date, is rationalized into the assertion that a strong West and a strong Western Germany offer the greatest likelihood of ultimate re-unification.

Presentation in this way may suggest a strategical imbalance Western Germany needs the West as a whole i.e. mainly the U.S.A., whilst Britain actually needs Western Germany. However, there is an offset in the weak political position of the Federal Republic who needs every bit of diplomatic support to attain their long run and over-riding national objectives. In any event, with Nato is important to Britain, it has become essential for the Federal Republic.

To study Anglo-German relations in the post-war setting, it is necessary to look at some of the specific problems with which they have been concerned.

1. The internal structure of the Federal Republic.

This has ceased to be a problem causing much concern inside Britain. Generally, German democracy has seemed secure. There is occasional distress in Britain at the way in which certain people with suspect political backgrounds have gained important jobs inside the Federal Republic.

2. The D.D.R.

Britain has practised a policy of non-recognition opposed to traditional policy. Normally, the act of recognition by Britain suggests no moral approval. In the case of the DDR there is an inversion - moral disapproval leads to non-recognition. This follows the Bonn line, but there is room for doubt as to whether this line will ever lead to the disappearance of the DDR. Certainly, the latter only exists thanks to Soviet power, but that factor seems relatively permanent.

3. Former German territories to the East of Eastern Germany.

Britain neither recognizes nor does not recognize the Oder-Neisse line. The official position is that Germany's Eastern borders can only be settled by the general peace treaty which will follow the re-unification of Western and Eastern Germany. This defers the problem. A peace treaty brought about by the four powers acting in rather improbable harmony might leave the frontiers where they now are. A direct deal between a German government and the Soviet Union could once again be at the expense of Poland. Polish fears mean pressure inside the Soviet block against any peace treaty. Inside Britain many people feel that Germany should renounce these territories as a contribution to peace in Eastern Europe ; but sophisticated opinion recognizes that any such concession will only make for peace if it is genuinely voluntary.

4. Re-unification

As already indicated the West has argued that re-unification must precede a peace treaty and ought to take place via some kind of free expression of opinion by the German population. Such a process offers little to the Soviet Union, whose position is that the question of re-unification must involve both existing German states. Non-recognition of the DDR in the West thus formally completes the deadlock.

5. The re-arming of Western Germany

This was accepted with little enthusiasm inside Britain and there would be even greater reluctance to allow Germany any kind of nuclear weapons. It is, however, realized that if Britain and France possess their own independent nuclear forces, then Germany may feel herself an inferior ally. Hence British support for an Atlantic Nuclear Force. Earlier opposition to the projected MLF was based in large part on the costs for Britain of a move back to sea based deterrence. Western lawyers have frequently shown that the Soviet Union would have no justification for complaints at West German membership of an Atlantic Nuclear Force. Such arguments would carry little weight inside the Soviet bloc. The Federal Republic will have to make a careful assessment of gains and losses before deciding to participate.

6. Germany and the unification of the West.

There was acute disappointment inside Britain that the Federal Republic did not do more to facilitate British entry into the E.E.C. It is generally felt that Germany's interests as an industrial and trading nation are similar to those of Britain. Economic interest then should have aligned the Federal Republic with Britain during the abortive Brussels negotiations. What was under-rated in Britain, though, was the attachment of the Federal government to political union and the new alignment with France. Today Franco-German relations are perhaps less close. Moreover, it can now be argued that British attitudes towards political union are no more reactionary than those of France.

Another issue causing strong feelings has been the foreign exchange costs of British army of the Rhine. Britain is acutely short of foreign currency and one body of opinion advocates partial or even total withdrawal if satisfactory arrangements cannot be made. Any such decision might have serious consequences for Nato.

The major German problems concern re-unification and frontier settlement. Your rapporteur has purposely not singled out Berlin - it is simply a specific application of the general problem. Re-unification is supposed to be the prelude to a general peace treaty. Now such a treaty would be not only between Germany and the four powers, it would also be between the four powers themselves. In practice, German re-unification seems only likely to result from European peace and not to precede it. In that sense the German problem is only a part of the European problem. This can be approached in another way. The Oder-Neisse line may be as emotional a subject today as Alsace-Lorraine once was. But Western Europe might still have boundary disputes were it not for the integration movement.

Since 1945 frontier quarrels between Germany on the one hand, and France, Belgium and the Netherlands on the other have retired into the limbo of history. A similar integration movement inside Eastern Europe may make equally irrelevant any dispute over the Oder-Neisse line.

Today Germany marks the division of Europe ; it could also be the source of unity. Germany could not be in both Eastern and Western European Communities, so there can be only one such community in the long run. It is sometimes suggested that the route to peace in Europe consists in giving Germany a very special status - e.g. non-nuclearized or neutralized. For "giving" one may read "imposing upon" and so long as German numbers dominate Central Europe, no imposed settlement can make for permanent peace. The one Europe approach seems far better.

Your rapporteur does not wish to argue along Gaullist lines for a united, powerful, nuclearized Europe which would be a third world force. Few models of international relations suggest how Europe could reach such a position or that this would in general help the cause of world peace.

The Soviet Union is highly unlikely to relinquish her hold on Eastern Europe to permit the formation on her frontiers of a powerful, potentially hostile third force. Since the U.S.A. might be equally unwilling to extend its nuclear shelter whilst Europe reaches an equivalent level of modern armaments, there might also be the danger of a pre-emptive Soviet strike. The suggestion is, then, that Europe should not aspire to this more dangerous role, but should rather aim at its own unity and non-nuclearization. Such a Europe, presenting no threat to either the Soviet Union or the United States, might be able to negotiate guarantees of its integrity from both. Above all this European solution dissolves the German problem.

Current Western policy on Germany has been largely dictated by Bonn, and it is there indeed that the biggest policy decisions may still have to be made. Whilst previous policy has established a strong democratic regime in Western Germany and fortified Western Europe as a whole, it has failed to bring about German reunification. The tryptich of free elections, reunification, European peace when placed in that order look dangerously like an indefinite deferrment of the whole problem. Clearly in the context of a short paper, no detailed overall solutions can be laid down but if the policy initiatives of the next few years comprised the following, then a solution to these problems might be nearer.

- a. Renunciation by Britain and France of their own nuclear weapons.
- b. Entry by Britain into an enlarged E.E.C. (this requires) changes of attitude in both).
- c. A rethinking of the Federal government's policy towards Eastern Germany and the Oder-Neisse.

A fully united non-nuclearized Western Europe faced by a collection of Eastern European states with nothing to fear might be able to negotiate an overall peace settlement. At any rate it would offer infinitely more prospects than the present deadlock.

LA GERMANIA E LA C.E.E.

Rapporto dell'On. Mario PEDINI,
Membro del Parlamento Italiano,
alla XVIII^o Table Ronde di Amburgo.

Il progetto della C.E.D. (Comunità Europea Difesa) avrebbe certo offerto, alla Germania ed all'Europa intera, nel 1954, una soluzione radicale del problema politico tedesco ed una sua trasposizione in termini nettamente comunitari.

La sua caduta non ha impedito alla Repubblica federale di essere, negli anni successivi, profondamente fedele ai trattati di Roma anche se, più volte, sono apparse ricorrenti tendenze rivolte a fare, dell'unità economica dei Sei, uno strumento di marca prevalentemente mercantilistica.

L'interesse tedesco verso l'unione politica europea si ricollega d'altronde anche ad una esigenza interna : conseguire sul piano internazionale un risultato tangibile, atto a controbilanciare, agli occhi dell'opinione pubblica tedesca, talune difficoltà perduranti in altri importanti settori della politica estera (unificazione, Forza multilaterale, ecc.).

Non diversamente dal Governo Adenauer anche il Governo Erhard persegue l'obiettivo di una Europa integrata, democratica e aperta, strettamente legata agli Stati Uniti ed operante quindi nel quadro dell'Alleanza Atlantica, una Europa di cui i paesi della Comunità costituiscono il nucleo.

Quanto al metodo, anche il Governo di Bonn, come quello italiano, è venuto in questi ultimi tempi nella convinzione che la divergenza di fondo tra la Francia e gli altri cinque paesi della C.E.E. suggerisca di affrontare il problema dell'unione politica in maniera pragmatica e graduale.

Il piano tedesco ed il piano italiano furono invero concordi nel favorire un incontro a Venezia dei capi di Stato anche se divergevano su alcuni temi, (ad esempio, in materia di consultazione militare) ; i due paesi mantennero poi la loro piena disponibilità comunitaria anche dopo la rottura del negoziato agricole di Bruxelles (giugno 1965) : anzi, subito dopo la soluzione della crisi

comunitaria raggiunta a Lussemburgo nel gennaio 1966 ed in modo particolare dopo il nuovo incontro Erhard - De Gaulle, il Governo di Bonn riprese sondaggi esplorativi in vista di ricreare le premesse per un dialogo fra i Sei in materia politica.

Già la politica di Adenauer aveva visto, nella Comunità, uno strumento di rigenerazione della Germania sul piano politico e morale, un mezzo di rilancio commerciale, un punto fermo di politica estera. Tale indirizzo fu invero confermato anche in alcuni atti importanti del nuovo Governo tedesco : dalle proposte dell'autunno del 1964 per la "accelerazione" del mercato comune e per lo sviluppo della costruzione europea anche nel settore politico, (in coincidenza con "Iniziativa 64") al cosiddetto "trittico" (finanziamento della politica agraria comune, costituzione di risorse proprie comunitarie e contemporaneo ampliamento dei poteri del Parlamento Europeo), accettato dai Cinque meno la Francia.

D'altronde le difficoltà incontrate dal patto franco-tedesco del 1963, trovarono origine proprio nell'atteggiamento diverso di Parigi e di Bonn a fronte dei trattati di Roma e nella diversa concezione della dinamica del processo europeo, (la Francia dava infatti la prevalenza alla regolamentazione del settore agricolo mettendo in secondo piano il mercato comune industriale, sconsigliava, sul piano istituzionale, la graduale evoluzione della Comunità in senso sopranazionale, metteva in discussione l'opera dell'eminente personalità tedesca che presiedeva l'Esecutivo della C.E.E., sembrava manifestare ostilità al "Kennedy Round" favorito dai tedeschi anche come presupposto della "partnership" atlantica).

A Lussemburgo, e nei successivi Consigli dei Ministri della C.E.E., apparve anzi chiaro che la Germania poteva accogliere soluzioni di compromesso a condizione che l'entrata in vigore del mercato unico agricolo fosse contemporanea a quella del mercato unico industriale (alla data del 1° luglio 1968), e che si stabilisse una sincronizzazione fra i progressi della politica agricola comune e quelli della partecipazione della Comunità al "Kennedy Round".

Dopo il compromesso di Lussemburgo, anche la politica europeistica della Germania, come del resto quella di ogni altro

paese fedele allo spirito del Trattato di Roma, non può però non essere scossa da motivi di incertezza e di crisi.

Sotto taluni aspetti la costruzione comunitaria è carente mentre, sotto altri aspetti, essa è sostanzialmente realizzata : ma ciò che oggi purtroppo è carente nella costruzione comunitaria è proprio la realizzazione, accanto all'integrazione economica, della possibile integrazione politica : gli impegni, in materia, sono stati in buona parte accantonati ed erano impegni cui anche la Repubblica federale sinceramente mirava.

Noi dobbiamo rendere atto ai governi dei "cinque" di non avere acceduto alle pressioni per sostanziali modifiche di carattere politico al trattato.

Possiamo accettare con moderata fiducia anche l'accordo sulla politica agricola comune in quanto costituisce un passo avanti della Commissione sul piano economico e può preconstituire positive conseguenze politiche. Ma basta, nel disaccordo dei sei paesi, accantonare i dissensi per trovare solo il terreno delle possibili convergenze tra i partners ? Basta tutto questo a tranquillizzarci ? La situazione è certo equivoca : lo spirito della Comunità dopo Lussemburgo è mutato e su tale cambiamento - pur salvato il salvabile - non manca di determinarsi un certo stato d'animo di frustrazione oggi particolarmente palese nell'ambiente della Germania federale.

Accantonati ormai, e non per colpa sua, il disegno finale dell'unione politica, delle istituzioni, dell'ampliamento dei poteri del Parlamento Europeo, si ha in verità l'impressione che il Governo di Bonn concepisca attualmente la propria attività nell'ambito comunitario sotto un profilo puramente "pratico" e pragmatico, e che, di conseguenza, alimenti una visione preminente dei propri interessi nazionali e settoriali, in contrapposizione all'esigenza di far prevalere l'interesse comunitario per lo sviluppo dell'opera comune.

Ove questo atteggiamento tedesco dovesse confermarsi verrebbe a prodursi, di fatto, come si è sopra accennato, una

convergenza di impostazioni fra Parigi e Bonn che non solo causerebbe un "logoramento" interno della Comunità ma metterebbe in moto orientamenti individualisti e centrifughi forieri, a breve termine, di drammatiche esplosioni dei nazionalismi all'interno del Continente.

Il "problema tedesco" verrebbe allora sganciato, di fatto, dal suo migliore sistema di sicurezza, e verrebbe lasciato alla sola forza del sentimento, della delusione, del revanscismo : quanto alla Comunità essa verrebbe certo snaturata, con il buono sacrificio dei paesi minori.

Ma considerando soprattutto che, per un complesso di circostanze, la Repubblica federale tedesca è chiamata oggi a scelte ed iniziative di "sua" politica estera, considerando che, per questo, mai come oggi è necessaria la precisione della cornice internazionale e della linea di azione del mondo libero, vi è ragione di temere che la crisi vissuta dalla Comunità europea accentui il vuoto politico in esso, uno "sganciamento tedesco" sarebbe doppiamente pericoloso per la Germania, per l'Europa, per la Società Internazionale.

Anche alcuni problemi di carattere economico sembrano oggi concorrere, in Germania, a rendere più difficile il rapporto tra interesse nazionale e interesse comunitario.

Non vi è dubbio che la Repubblica federale ha dovuto compiere qualche sacrificio in materia di politica agricola, compensata tuttavia dalla garanzia di attuazione del libero mercato industriale per il 1968 e dalla prosecuzione del negoziato nel Kennedy Round.

Ma un aspetto più grave, nel terreno economico, delle difficoltà con la Comunità, è oggi rappresentato dai riflessi della crisi carbonifera.

Il Trattato di Roma - è noto - prevede la realizzazione di una politica energetica comune tra i Sei paesi della C.E.E. : (non si può infatti pensare allo sviluppo di un mercato comune dell'industria se non si consentono, alle imprese dei Sei paesi,

uguali costi negli approvvigionamenti energetici, sicurezza di approvvigionamento, sviluppo armonico della ricerca e degli investimenti nucleari).

Pochi anni dopo l'inizio della Comunità del carbone e dell'acciaio, venne però a configurarsi la crisi del carbone europeo del Belgio, della Germania, della Francia, carbone incapace di resistere alla concorrenza, da un lato, di quello americano e, dall'altro lato, del petrolio che tendeva a sostituirlo in molti usi ed impieghi tradizionali.

Così le linee di coordinamento della politica energetica affidate ad un intereseecutivo che univa le tre Comunità europee, non vennero definite e la materia fu vivamente influenzata - di fatto - dalle preoccupazioni relative al carbone, la sola fonte energetica, si diceva, che garantiva anche la sicurezza dell'approvvigionamento.

In questi ultimi tempi la crisi del carbone europeo si è andata accentuando : si sono rese necessarie chiusure di miniere non competitive e l'accettazione di alcune misure protettive. Dall'altro lato, sul settore del mercato energetico del futuro - quello dell'atomo - grava la crisi dell'Euratom la cui azione, in sostanza, non è ancora riuscita a portare i Sei paesi della Comunità a realizzare un programma comune.

In sintesi, dunque, il mercato energetico europeo denuncia una crisi della sua tradizionale fonte, il carbone, una incertezza sulle prospettive nucleari, l'irrompere del petrolio che tuttavia si va manifestando in forme talvolta anarchiche e, comunque, non sufficientemente coordinate con l'interesse della Comunità.

La produzione carbonifera comunitaria nei prossimi anni si attesterà, a quanto sembra, su un livello annuale di 180 milioni di tonnellate e la Germania, più ancora di altri paesi, soffrirà le conseguenze di tale restrizione anche nei suoi riflessi sulla situazione siderurgica.

Giusto è quindi che, proprio la Germania, abbia investito di recente, di tale crisi, l'Alta Autorità della C.E.C.A. sollecitando iniziative di carattere comunitario : un intervento comunitario in questo settore è d'altronde opportuno anche per i suoi riflessi sulla siderurgia, data la interdipendenza tra mercato del coke e mercato dell'acciaio.

L'Alta Autorità ha presentato per questo al Consiglio del 12 luglio scorso due progetti di meccanismi finanziari che prevedono un sistema di sovvenzioni nazionali e comunitarie alla vendita del carbone da coke (al fondo comune dovrebbero partecipare tutti i Sei paesi, sulla base di percentuali diverse e variabili) : la delegazione francese ha però nettamente respinto detto meccanismo sostenendo la necessità di limitarsi a sovvenzioni nazionali e le altre delegazioni hanno tergiversato.

Deluderemo dunque anche in questo settore le aspettative della Germania nella Comunità ? Confermeremo anche qui la totale carenza di un minimo di quella volontà comunitaria cui sono alternativa i pericolosi nazionalismi ?

E' ovvio che queste difficoltà, anche di fronte all'uomo della strada, non possono cancellare la certezza dei vantaggi, anche economici, che la Repubblica federale ha tratto dalla sua partecipazione al Mercato comune (e in materia, i dati di sviluppo della Germania in questi anni, dati ben noti, sono più che eloquenti.)

Ma non può ignorarsi nemmeno un altro aspetto positivo della presenza della Germania nella C.E.E. : la sua partecipazione indiretta a non pochi problemi di carattere mondiale, da quello monetario e da quello del commercio mondiale, a quello non meno vasto della politica del mondo occidentale verso i paesi in via di sviluppo. Proprio l'esser parte di una personalità collettiva, di una realtà multilaterale, ha consentito alla Repubblica federale iniziative e responsabilità che, forse, sul piano puramente bilaterale, avrebbero in ogni caso offerto risultati meno vistosi.

Così è, in particolare, della politica verso i paesi in via di sviluppo, politica che va esaminata, che rappresenta per i tedeschi un forte impegno, che ha caratteristiche sue, tipiche, ma che trova, nel contesto della Comunità, della Associazione tra la C.E.E. ed i paesi africani, una cornice ben più vasta e prospettive del tutto nuove. A nessuno può sfuggire infatti la funzione fondamentale che l'economia tedesca, nella forza dei suoi mezzi, può assolvere nella lotta mondiale al sottosviluppo e come essa possa concorrere ad arricchire l'impegno dell'Europa in Africa e ad arricchirsi di esso : a nessuno può sfuggire che, proprio nell'azione collettiva, anche la Germania può trovare il mezzo per meglio capire le caratteristiche peculiari delle società nuove, ed individuare il contenuto non puramente economico o commerciale del rapporto odierno tra paesi ricchi e paesi poveri.

D'altronde, proprio nella lotta mondiale al bisogno, proprio nel concorso ad una nuova economia mondiale degli scambi, potrebbe trovare sfogo, funzione, stimolo, la grande forza economica della nuova Germania : in ciò, la stessa Repubblica federale potrebbe trovare coscienza precisa di una sua funzione mondiale.

Basta comunque tutto ciò a farci credere che, nello stato attuale, la Repubblica federale, debba considerare come irreversibile il fenomeno comunitario ?

A parte la tentazione mercantilistica di taluni ambienti, e la tendenza manifesta ad un accordo anche con la zona di libero scambio stemperatrice del contenuto politico del M.E.C., tutta la situazione tedesca, per ragioni interne ed esterne, è sottoposta a ripensamenti, è sollecitata da componenti anche nuove che non possono non influire sulla stessa politica estera di Bonn, componenti esterne (a cominciare dal patto franco-tedesco oggi in crisi proprio per la diversa concezione - si è detto - tra i due firmatari sulla funzione della Comunità Europea e sul rapporto tra l'Europa e l'America) e componenti interni (a cominciare dal delicato problema dell'unificazione delle due Germanie e dallo evolversi del rapporto tra le forze politiche interne della Repubblica federale).

Vediamo così che il processo internazionale di distensione, il sostanziale rapporto diretto tra America e Russia, il ruolo anti-americano rivendicato dalla politica francese, la fine del radicalismo legato alla guerra fredda, sono fatti che non mancano di influire sugli indirizzi di politica estera della Repubblica Federale Tedesca e di aprire comunque, per essa, nuovi problemi.

Vediamo, anzi come, ovviamente, anche l'andamento dell'integrazione europea sia una incognita importante sull'indirizzo internazionale della Germania Federale e come ogni crisi della C.E.E., indebolisca quel quadro comunitario in cui sarebbe più facile appunto, per la Germania, porre - come in un contesto di garanzie - il tema della sua unificazione e della sua funzione internazionale. La costruzione della Comunità come fattore economico ma anche come fattore politico è infatti una necessità anche per la possibile unità tedesca in quanto garantisce un contesto politico sufficiente a fare, dell'eventuale unificazione, una componente pacifica del continente, un assetto che trova già, in se stesso, naturali garanzie oggettive.

Cio' ancor più oggi quando, a 21 anni dalla fine della guerra, non è apparsa alternativa alcuna agli accordi di Yalta e di Postdam ; cio' ancor più oggi quando la rinascita economica tedesca, la coesistenza competitiva, il dissidio russo-cinese, lo stato di armistizio tra Russia e Stati Uniti, spiegano la stessa opinione pubblica tedesca più qualificata a guardare al problema dell'unificazione in termini ben più realistici di quanto non avvenisse in passato.

Se infatti per il Governo federale la riunificazione rimane la meta fondamentale e il problema che maggiormente condiziona la sua attività interna ed internazionale, non si può ignorare come, col consenso anche del Governo, si vadano manifestando chiari fermenti innovatori destinati ad influire sull'opinione pubblica. Basterà ricordare la presa di posizione recente della Chiesa Evangelica Tedesca sulle dichiarazioni fatte dal Ministro Schroder il 12 gennaio 1966 in Parlamento, (nelle quali fu esplicitamente ammessa la necessità di "fare dei sacrifici" per ottenere la riunificazione), le dichiarazioni più precise rilasciate dal Ministro dei Profughi allo Spiegel, l'accoglienza al mes-

saggio di riconciliazione inviato dai Vescovi polacchi all'Episcopato tedesco ed il cosiddetto "documento segreto" del Ministero della Riunificazione (per quanto pubblicato da "Echo der Zeit"), le dichiarazioni del Vice Cancelliere Mende (conferenza stampa del 4 aprile), il quale non ha escluso che un giorno Bonn tratti con Pankow, pur precisando che potrà farlo soltanto come mandataria delle Quattro potenze ex-occupanti.

Va infine ricordato il dialogo apertosi nei mesi scorsi tra le due Germanie con gli scambi di lettere tra i socialdemocratici (SPD) ed il partito operaio unificato della Germania Orientale (SED), con l'incontro tra i giovani liberali dell'Assia e gli esponenti del cosiddetto partito liberale di osservanza comunista, e va ricordata ancora la presa di posizione dell'ultimo congresso della Socialdemocrazia tedesca a Dortmund, a favore di un organo consultivo interpartitico che dovrebbe elaborare una nuova politica comune di riunificazione e rafforzare i legami tra le due parti della Germania.

Da ultime vengono le dichiarazioni recenti e tanto discusse del Capogruppo parlamentare e Vice Presidente della CDU Barzel, (fatte negli Stati Uniti), il quale, tra l'altro, ipotizza "Commissioni miste" delle due Germanie, sotto la responsabilità delle Quattro Potenze garanti.

Molteplici stimoli provenienti dall'interno e soprattutto dallo sviluppo della situazione internazionale, spingono dunque oggi il Governo di Bonn verso difficili e talvolta impossibili scelte: scelta tra la sentita necessità di prendere più coraggiose iniziative sul problema tedesco e le esigenze della politica interna che tendono a bloccare il Governo su posizioni di immobilismo: scelta tra una piena fedeltà all'occidente e la tentazione di trattare direttamente con l'Unione Sovietica dalla quale, in definitiva, dipende ogni possibilità di soluzione del problema: scelta tra gli Stati Uniti e la Francia, scelta quest'ultima artificiale, che pur arreca seri imbarazzi al Governo di Bonn.

E' evidente che la Repubblica federale non puo' e non intende nè allentare legami con Washington nè rinunciare all'appoggio americano. Tuttavia Bonn ha bisogno anche della Francia, sia perchè questa rimane una delle quattro Potenze garanti, sia perchè il Generale De Gaulle è divenuto un interlocutore interessante per Mosca (e d'altra parte, Parigi ha bisogno della Repubblica federale perchè ambisce di condurre una politica di prestigio europeo, politica che verrebbe frustrata se non riuscisse ad agganciare la Germania).

Il Governo tedesco, sensibile alla necessità di una politica di iniziativa pur nei delicati equilibri, ha annunciato per ora una serie di importanti iniziative concrete, prima tra esse quella del 25 marzo u.s. con la diffusione del noto "Memorandum tedesco sulla pace, la riunificazione e la sicurezza europea".

In Memorandum presenta senza dubbio alcuni elementi positivi : conferma la volontà della Repubblica Federale di "fare dei sacrifici" per rendere possibile la riunificazione della Germania, ribadisce che tale meta sarà perseguita da Bonn soltanto con mezzi pacifici : stabilisce un rapporto diretto tra riunificazione e misure per la sicurezza europea : prende posizione a favore di un disarmo generale e controllato su scala mondiale, riafferma che la Repubblica federale non aspira al possesso di armi nucleari nazionali, contiene anche un evidente richiamo alla iniziativa di moratoria nei Paesi non nucleari, attraverso dichiarazioni unilaterali di non acquisizione delle armi atomiche ; mette in risalto infine lo spirito europeista della Germania, disposta anche "a cedere diritti di sovranità ad organizzazioni sovranazionali" (d'altra parte, varie enunciazioni del documento, sono apparse fin dal primo momento suscettibili di provocare aspre reazioni da parte dei Paesi dell'Europa Orientale in particolare per la posizione fortemente polemica nei riguardi dell'Unione Sovietica, per l'approccio duro verso la Polonia, per il richiamo alla validità dei confini tedeschi del 1937 ecc.).

L'iniziativa conferma comunque come il Governo di Bonn intenda veramente tentare di togliere i problemi di fondo tedeschi dalla impasse nella quale si trovano confinati : e cio' trova con-

ferma nelle dichiarazioni rilasciate dal Cancelliere Erhard in occasione della pubblicazione del Libro Bianco sulla questione tedesca e che sostanzialmente dicono come "la Repubblica Federale di Germania sia disposta a fare sacrifici per la riunificazione, ma che non vi saranno più concessioni senza contropartite".

Ma che cosa può concedere la Germania per favorire la distensione e risolvere il suo problema senza contropartita immediata? E soprattutto che cosa si può offrire alla Germania in contraccambio degli eventuali sacrifici?

In sostanza, la politica estera tedesca, si trova in una difficile crisi di crescita: essa passa da un lungo periodo in cui la sua azione venne condizionata da componenti esterne indiscutibili, dogmatiche, ad una nuova fase che, nel modificarsi del contesto generale, richiede una impostazione attiva, di iniziativa e di immaginazione.

Nel lungo periodo della guerra fredda la componente occidentale, atlantica, comunitaria, ha condizionato in pieno la politica interna della Repubblica federale e oggi può accadere l'inverso: che cioè, ad un certo momento, la valutazione nazionale prevalga sugli interessi di una comunità di popoli liberi cui la Germania ha aderito e nella quale, sino ad ora, la Germania ha identificato la sua sicurezza. Da un sistema copernicano ad un sistema tolemaico. Difficile oggi dirlo: è tuttavia probabile che, negli anni futuri, si vada sempre più chiarendo l'"autonomia" della politica estera tedesca. Il fatto che essa continui a coincidere, nell'interesse anche della pace e del popolo tedesco, con la solidarietà ed il bene del mondo libero, non dipende d'altronde solo dai tedeschi: dipende, anche e soprattutto, dalla capacità degli alleati di non scatenare, con le contraddizioni delle loro politiche, processi centrifughi favorevoli alla ripresa dei nazionalismi.

L'Europa come Comunità - quale concepita nei trattati - è alternativa al nazionalismo e può essere anzi, oggi come non mai, il contesto politico concorrente a favorire, in quanto garanzia di sicurezza, la unificazione tedesca e comunque i traguardi

che la Germania intende raggiungere : .puo' essere anzi - se realizzata in tutta la sua potenziabilità - la compensazione positiva a talune rinuncie che la Germania, per detti fini, deve pur compiere lo strumento capace di far maturare anche, nel peso della sua unità, quel colloquio est-ovest che è senza dubbio necessario alla sicurezza europea e che sarebbe utile a disinnescare quanto di rischio puo' esservi ancora nell'unificazione tedesca.

Occorre quindi, oggi come non mai, particolare riguardo e comprensione verso la Germania : taluni panorami prima chiarissimi cui essa agganciava la sua politica estera sono ora sottoposti ad una specie di "dissolvenza" : cosi è della C.E.E., cosi è della NATO : per di più tali "incertezze" non aumentano ma anzi indeboliscono il potere negoziale della Repubblica Tedesca su taluni dei maggiori problemi : (nè tale potere puo' essere fornito dalla Francia).

Corrisponderà a tutto cio', se non un clamoroso capovolgimento degli indirizzi politici tradizionali, almeno una progressiva "dissolvenza" delle linee di politica estera di Bonn, tradizionali dal 1950, nonostante ad esse vada ancora l'indirizzo degli uomini dei maggiori partiti ?

La risposta non dipende solo dalla Repubblica federale : dipende anche dagli alleati suoi degli anni 50. Tocca anche ad essi constatare come, nel dopoguerra, il popolo tedesco abbia saputo ridare vita ad un efficiente e funzionante democrazia, come non possa raggiungersi la sicurezza europea lasciando la Germania sganciata da un sistema di libertà e come la miglior carta che ancora resti all'occidente per il problema tedesco, è la collaborazione atlantica - europea.

Questa deve certo evolversi anche nel confronto del popolo tedesco : deve cioè aprirsi a comprendere la richiesta tedesca affinché sia salvaguardato, nel campo militare, il principio dell'integrazione, affinché la rinuncia all'armamento nucleare trovi corrispettivo ad una parziale internazionalizzazione dello stesso e si faccia quanto possibile, nel quadro della distensione, per fare avanzare il problema della unificazione.

D'altronde le alternative ad una Germania saldamente legata, nel suo interesse all'Europa libera, è solo una Germania risentita e "dissociata" nella quale le forze del nazionalismo riprenderebbero il sopravvento.

XVIII° TABLE RONDE DES PROBLEMES DE L'EUROPE

H A M B O U R G

Chambre de Commerce ,
28, 29 et 30 Octobre 1966 .

CONCLUSIONS de M. Pierre U R I

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Je suis d'accord, pour ma part, avec ce que M. de SMAELLE nous a dit sur l'atmosphère de cette "Table Ronde". Le fait que nous ayons pu aborder, cette fois encore, le problème le plus difficile est un témoignage du succès acquis par la continuité de nos efforts. Et, comme l'a dit M. de La MALENE, le problème de l'Allemagne, c'est celui de l'Europe.

Nous avons abordé ce problème sous ses deux aspects. Quel est le sentiment de l'Allemagne ? Se sent-elle aujourd'hui isolée et frustrée, et quelles sont les chances et les voies de la réunification ?

Cela nous a donné la possibilité de passer en revue une marge extraordinaire de problèmes parmi lesquels je vais essayer de vous faire faire à nouveau un retour en arrière.

Cela ne veut pas dire que nous soyons d'accord ni sur les problèmes ni sur les solutions. Et on a pu voir en particulier, que l'historique des politiques depuis la fin de la guerre était peut-être encore ce qui nous divisait le plus.

Mais je voudrais organiser, autant que possible, le rappel des problèmes soulevés et des idées énoncées dans cette salle autour des thèmes suivants : le sentiment en Allemagne ; les chances de la détente ; la contribution que l'Allemagne y peut apporter ; la contribution que l'Europe y peut apporter, pour conclure finalement sur le problème des rapports entre l'Europe et la Nation.

Un historique de la politique vis-à-vis de l'Allemagne nous a été présenté, en particulier, par M. de La MALENE et aussi, dans un document qui nous a été lu, car il ne pouvait se joindre à nous, par M. Roger MASSIP.

Je ne le rappelle pas, si ce n'est pour indiquer qu'alors qu'au lendemain de la guerre, il s'agissait d'écraser un ennemi vaincu pour éviter qu'il ne redressât la tête, il y a eu du fait de la division, l'appel de cette Allemagne et la chance qui lui a été donnée de renverser la politique qui l'avait menée à l'abîme. Et je crois qu'il y a, en tout cas, unanimité ici pour rendre hommage à ce que l'un des orateurs, par-delà le miracle économique allemand, a appelé le miracle démocratique allemand. C'est le mot de M. PEDINI.

Mais la situation, aujourd'hui, est différente et on rappelait justement - par exemple, M. PEDINI lui-même, ou M. MITZAKIS à propos des problèmes monétaires - que l'Allemagne était maintenant en position de jouer un rôle mondial et que le problème se posait de savoir si, par-delà l'économie, elle n'allait pas être amenée à mener son propre jeu politique. De là les inquiétudes exprimées par M. Roger MASSIP sur la situation d'un pays qui est au centre de l'Europe, à la fois puissant et insatisfait, et le risque au cas où cette situation se développerait dans ce sens, qu'il y ait une tendance à une dislocation de l'Europe.

Nous avons entendu de toute part, de nos amis allemands, en particulier de la jeunesse, la réaffirmation de l'attachement à l'Europe, et nous avons entendu dissiper comme l'analogie la plus fausse, la crainte d'un nouveau Rapallo.

On nous a rappelé, c'est en particulier M. SCHÜTZ qui l'a fait, mais aussi M. VON MERKATZ, que Rapallo avait été un accord entre deux pays non seulement vaincus et abaissés et qu'il s'agissait aujourd'hui, dans le cas de l'Allemagne comme de celui de la Russie, de deux Etats puissants et prospères et que le problème ne peut pas se poser dans les mêmes termes.

Toutefois, on nous a rappelé que pour maintenir l'attachement à l'Europe, il était bon qu'elle ne sombrât pas dans un simple entretien technique et encore moins dans le marchandage. Et c'était l'éloquent appel de M. GAETANI, pour que l'Europe reste un idéal aux yeux des Européens, Attachement à l'Europe réaffirmé, et je crois que, c'est l'un des acquis de tous dans cette conférence, s'il s'agit que l'Europe rassure l'Allemagne, l'Allemagne en tout cas a rassuré l'Europe.

Mais le problème fondamental que nous avons à aborder, c'est celui de la réunification comme but ou comme perspective. Y a-t-il, ou non, une contradiction entre l'idée de l'unité allemande et l'idée de l'unification européenne ? Le Chancelier ADENAUER, on nous l'a rappelé, le niait dès le début de la construction européenne, et M. Léo HAMON a eu le courage de nous dire avec force que c'était peut-être là un mythe et qu'en fin de compte il fallait choisir, dans la situation présente du monde, entre l'intégration et la reconstitution d'un Etat qui passe aujourd'hui à travers la ligne de division du monde.

Pour examiner les perspectives de ce problème, il était normal que plusieurs des orateurs apprécient les chances de la détente et en rappellent les données.

L'Europe, du fait même du développement des armes nucléaires, n'est plus le champ clos unique des contestations entre les plus grands pouvoirs. La désatellisation s'est développée, mais on a remarqué qu'elle se poursuivait d'autant plus aisément que les pays de l'Est européen pouvaient tenter de se libérer en faisant appel au sentiment national et que ce n'était par conséquent pas une coïncidence, si le régime qui demeurait le plus stalinien était celui de l'Europe de l'Est, précisément parce qu'elle ne pouvait pas faire appel au sentiment national pour tenir lieu de la cohésion policière.

Le troisième élément qui donne une chance à la détente, c'est un effort de décentralisation économique et de reconstitution, non pas comme on le dit souvent du système du profit dont le nom est lié à la propriété privée, des moyens de production, mais bien à la reconstitution d'un système de prix qui ne soit pas rigidement fixé d'avance, et par conséquent de certains mécanismes de marché.

Mais, aux yeux de tous, le problème le plus fondamental, dans le changement de la situation en Europe, c'est le renforcement de la Chine ; c'est la crainte qu'elle soulève, et de là la possibilité de rapprochement plus étendu. Sera-ce entre l'Est et l'Ouest, à l'exclusion de la Chine, ou sera-ce entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique ? C'est là le problème qui est posé, pour nous Européens, et dont la solution dépend très largement de ce que sera la politique même de l'Europe.

En ce qui concerne la contribution que l'Allemagne peut apporter à la détente, nous avons entendu de plusieurs côtés des appels et, dans une certaine mesure, des réponses. Appels pour qu'on ne remette pas en question la frontière de fait que constitue la ligne Oder-Neisse. Et je dois dire que j'ai été très frappé par la formule de M. VON MERKATZ disant : "Nous pourrions retourner la phrase qui était celle de la France à propos de l'Alsace et de la Lorraine. La France disait : "Y penser toujours, et n'en parler jamais" , alors qu'actuellement, semble-t-il, ce que fait l'Allemagne, c'est en parler toujours, et n'y penser jamais". C'est dire que s'il n'y a pas sur ce point de position encore affirmée quand on imagine peut-être vainement qu'il y a là un instrument de négociation, en tout cas ce n'est certainement pas un des problèmes qui seront dans l'avenir les plus difficiles à résoudre.

Le second appel lancé à l'Allemagne, c'est pour qu'elle accepte de s'engager à ne pas réclamer d'armes nucléaires. Là-dessus encore, nous avons reçu l'assurance qu'ici personne ne cherchait l'armement nucléaire, mais que ce qui était nécessaire pour que l'on ne commence pas à y penser, c'est qu'il y ait une garantie de sécurité. Encore faut-il voir les voies par lesquelles elle peut être assurée, et c'est qu'il y ait, en quelque sorte, une non-discrimination. Et le point est évidemment pendant, car il faut bien se garder, à la fois de faire resurgir l'idée de Nation et d'établir des différences de statut entre différentes nations européennes.

M. Léo HAMON sera d'accord avec moi qu'il y a là une difficulté fondamentale, d'où un effort pour assurer cette non-discrimination sans que pour autant l'Allemagne revienne à une revendication nucléaire : c'est soit la solution européenne repoussée par les uns et vantée par les autres, soit une participation effective à la définition d'une stratégie nucléaire qui serait principalement celle de l'Amérique et non pas de l'Amérique seule, et la possibilité de participer d'une façon ou d'une autre à la préparation de la définition éventuelle.

Le troisième appel qui a été adressé, ce serait pour que la politique affirmée par l'Allemagne coïncide avec la politique qu'elle mène effectivement, c'est-à-dire qu'il s'agit d'un abandon de fait de la doctrine Hallstein et de la possibilité d'établir des relations plus libres, plus confiantes et plus intenses avec les pays de l'Est, ce qui a été proposé, d'ailleurs, essentiellement du côté allemand (M. SCHUTZ), en réponse à cet appel, c'est la politique des pas progressifs : par exemple, c'est l'idée qu'il faut chercher tous les contacts par tous les moyens et c'est, l'évocation, en particulier par M. APEL, des propositions récemment faites par M. VERNER, Vice-président de la SPD, qui envisage ce qu'on peut appeler

de tous les termes qu'on voudra, mais l'établissement de liens économiques plus étroits entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est.

Il a été rappelé que de toute manière, tant dans le Marché Commun que dans le COMECON, le commerce entre les zones n'était pas considéré comme commerce international. Et, par conséquent, des méthodes de développement de ces échanges peuvent être recherchées. Mais, comme nous l'avons dit tout le temps dans le Marché Commun, les problèmes ne se règlent pas sans un minimum d'institutions, quel qu'en soit le caractère. Et par conséquent, pour régler une série de problèmes d'échanges ou de problèmes techniques, ou de problèmes de communications dans le schéma ainsi esquissé, il y aurait quelques organismes permanents et qui, dans ce cas, seraient bipartites. Mais l'idée n'est pas que l'Allemagne puisse, à elle seule, négocier ce rapprochement et encore moins sa réunification, d'où le problème de ce que l'Europe peut apporter dans cette voie.

Entendons-nous. Devons-nous penser qu'il n'y aurait pas eu d'Europe, s'il devait y avoir une unité allemande ? Cela est peut-être historiquement vrai, peut-être le moment viendra-t-il où l'unité européenne sera assez grande pour que l'on ne compte pas le nombre des habitants, pas plus qu'après tout les pays du Benelux n'ont craint de se trouver associés à des voisins beaucoup plus puissants qu'eux. Bien sûr, sur le caractère qu'a cet effort de construction européenne, les vues s'opposent. M. PELLA et M. ABELIN ont répondu avec une certaine véhémence à ce qu'en disait M. SCHÜTZ et les mots de M. SCHÜTZ ont été - si je comprends bien - repris par M. HAMON. Je ne doute pas de quel côté ici je me trouve ; je porte témoignage que lorsque nous avons commencé, dans la CECA et dans le Marché Commun, la construction de l'Europe, ce n'était pas par crainte, ce n'était pas contre qui que ce soit. L'Europe s'occupait de ce que l'Europe devait faire pour elle-même. (applaudissements)

L'appel à la solidarité a été lancé par M. ARZENGAUD. Mettant l'accent qui lui est coutumier sur l'importance de la politique commune, je voudrais presque dire que, pour lui, c'est d'un insuffisant dirigisme que viennent généralement tous nos maux, c'est-à-dire nos divisions.

Nous avons donc cette contribution de l'Europe. Encore faut-il savoir laquelle. Naturellement, on a évoqué d'abord les différentes frontières possibles de cette Europe dans l'immédiat. Et il s'agit de savoir s'il peut y avoir une unification entre les pays du Marché Commun et les pays de l'EFTA - et le problème de la Grande-Bretagne s'est naturellement posé. Il s'est trouvé posé d'une manière extrêmement affirmative, je veux dire de toute part, puisque, peut-être y a-t-il quelques réserves, ces réserves ne se sont pas exprimées. Et c'est essentiellement du côté britannique que l'espoir a été formulé que des procédures rapides pourraient être mises en oeuvre, que les problèmes pourraient apparaître largement simplifiés.

Nous l'avons entendu de l'un de nos Rapporteurs, M. HENIG ; nous l'avons entendu d'un ancien Ministre, M. HYND ; nous l'avons entendu du Private Secretary de G. THOMSON, chargé des Affaires Européennes, M. ROWLAND. Et nous avons eu, sur ce point, un exposé précis de Lord

GLADWYN espérant que la plupart des conditions autrefois posées apparaîtraient aujourd'hui comme périmées ou comme satisfaites et que, dans ces conditions, il ne resterait essentiellement que des problèmes d'arrangements transitoires, de solutions pour le paiement des prélèvements agricoles, d'arrangements pour la Nouvelle-Zélande.

J'ajouterai, pour ma part, qu'il me paraît essentiel qu'il y ait une solution, à laquelle l'Europe peut apporter une contribution constructive, aux problèmes de l'EFTA.

En revanche, nous avons dû constater qu'il n'y avait pas un accord parfait en ce qui concernait l'opportunité d'une entrée de l'Espagne dans les Communautés Européennes. Peut-être sur ce point, et bien que la chose n'ait pas été dite, y a-t-il tout de même une réconciliation possible des vues ; qu'il y a des dispositions du Traité de Rome qui exigent, pour la participation au Parlement, que les Etats représentent une véritable démocratie. Mais nous sommes tous convaincus, je pense, depuis que nous avons tenu une "Table Ronde" à Madrid, qu'un jour viendra où l'Espagne pourra être pleinement qualifiée pour son entrée dans l'Europe. Et par conséquent, le problème que nous devons nous poser c'est de savoir dès maintenant, non pas s'il faut le décider, mais comment il faut le préparer.

Naturellement, le problème clé qui se pose à cette conception de l'Europe, c'est celui du rapport aux Etats-Unis. Mais, sur ce point, je me demande s'il n'y a pas tout de même, dans une certaine mesure, malentendu. Car l'affirmation de l'indépendance nécessaire de l'Europe est certainement, du côté de certains de mes amis français, l'article fondamental et celui qui doit justifier, expliquer toute une politique étrangère. Mais je me demande si vraiment il y a jamais eu qui que ce soit qui voulût faire une Europe pour la rendre dépendante de l'Amérique. Et je pensais qu'au contraire il était de la simple logique des choses que plus l'Europe serait unie, plus elle serait indépendante.

Quand je dis qu'il faut éclaircir ce malentendu, je veux dire à la fois deux choses : la première, de grâce que l'on n'accuse pas les premiers constructeurs de l'Europe d'avoir voulu la livrer, comme un pantin désarticulé à l'Amérique, lorsqu'elle aurait perdu son âme. Mais toute la question est de savoir si l'on doit se séparer sur le moment où l'indépendance peut être effectivement affirmée. Car il semble que le problème soit posé dans ces termes. C'est parce que d'autres pays européens n'ont pas le même souci d'indépendance, qu'il n'est pas possible d'arriver à une politique commune et à une unité politique et d'autres pensent que la meilleure manière d'assurer cette indépendance ce n'est pas de l'affirmer, c'est de marcher de l'avant, c'est parce qu'on aura construit une unité européenne, parce qu'on aura également tiré tout le parti - comme M. ARMENGAUD ou le Gouverneur Roland PRE, nous y invitent - des potentialités techniques d'une Europe unie, que cette indépendance se réalisera dans les faits parce qu'il y aura effectivement un centre de décision capable de peser de tout son poids dans l'orientation du destin du monde.

Mais en tout cas, ce que j'ai entendu de toute part ici, c'était certainement le souci qu'il n'y ait pas un arrangement direct entre l'URSS et les U.S.A. par-dessus la tête de l'Europe. Et toute la question est de savoir comment l'Europe peut effectivement s'occuper de ces affaires.

Je crois que là-dessus, il y a eu une véritable convergence. Il y aurait peut-être une divergence lorsque les uns pensent qu'un arrangement dont l'Europe prendrait l'initiative devrait voir l'Amérique s'y associer, alors que d'autres peut-être s'en passeraient. En tout cas, j'ai aussi entendu, et en particulier de M. SPINELLI, l'appel aux Etats-Unis pour qu'ils jouent aussi leur rôle dans cette affirmation de l'indépendance de l'Europe, c'est-à-dire qu'ils sachent renoncer à ce que l'on appelle en anglais le "leadership" et ce que l'on appelle en Europe "l'hégémonie", et, bien que le sens soit théoriquement le même, il est clair que l'accent ne l'est pas.

Là-dessus, je crois qu'on devrait aussi noter la convergence. Et quand j'entendais M. VON MERKATZ dire que, bien entendu, il fallait réformer le NATO, je dois dire que, pour ma part, je pense aussi que ce qui est fait est fait ; que de toute manière il faudrait tout de même penser à d'autres structures et pas seulement à faire joyeusement à quatorze ce que l'on n'a pas réussi à faire à quinze. Il y a des problèmes effectivement posés, mais, en particulier, parce que les grands champs de contestation sont maintenant en dehors de la zone du NATO et que du point de vue de l'efficacité pure, le NATO se trouve fréquemment tourné, n'est-ce pas une vérité évidente que cette réforme de la structure du NATO serait d'autant plus facile à concevoir et que cet abandon de l'hégémonie américaine pour des consultations beaucoup plus étendues serait beaucoup plus aisé à faire passer dans la pratique, s'il y avait effectivement dans cette affaire une Europe qui parle d'une voix ?

Ce qui a également été réclamé ici, c'est que l'Europe constitue une sorte de force d'attraction et comme un appel aux pays de l'Est qui sont certainement sensibles à la puissance économique et commerciale qui s'est développée par le fait du Marché Commun et, par ailleurs, à l'expansion rapide dont, on l'a rappelé, nous avons fait preuve.

Mais, à partir de là, quelles sont finalement les perspectives sur le problème qui est l'essentiel de notre propos ici, c'est-à-dire le problème de mettre un terme à la séparation des Allemands - j'emploie ce mot à dessein, à cause de son ambiguïté, car de plusieurs côtés on a indiqué qu'il y avait éventuellement deux issues possibles, car d'un côté il y a la solution sous la forme de la reconstitution d'un Etat, et de l'autre il y a l'évocation d'une solution où il n'y aurait au moins qu'une liberté de contacts entre les hommes.

Effectivement, ces deux formules-là ne se confondent pas. La deuxième, pour certains, est peut-être l'essentiel, mais en outre a ce petit avantage, cette chance, de pouvoir être accomplie. Et, par ailleurs, il y a évidemment, deux schémas possibles (c'était la conclusion de M. SPINELLI), celui où la détente aboutirait à la reconstitution d'un Etat allemand qui rassemblerait les zones Est et Ouest, celui où la dé-

tente s'accomplirait parce qu'il resterait deux blocs, mais deux blocs dont les relations seraient résolument pacifiques, et où il n'y aurait pas, après tout, un avantage même pour cette détente, à ce que les deux morceaux de l'Allemagne soient garants de cette détente, à la fois à l'Est et à l'Ouest. Cette éventualité d'une solution dans laquelle il y aurait une liberté de circulation, c'est-à-dire la fin de ce système d'univers concentrationnaire, c'est à la fois l'évocation du Recteur BRUCMANS, de M. GORIELY, de M. Charles RONSAC. Et nous avons pu constater, tant en écoutant M. VON MERKATZ que le Professeur REIF, que dans l'immédiat l'idée d'une réunification vue sous la forme confédérale entre deux Etats paraissait terriblement éloignée, cependant que le problème humain était celui sur lequel on remettait sans cesse l'accent. N'oublions pas d'ailleurs que c'est la libéralisation dans le mouvement des personnes qui par elle-même réussirait peut-être à déclencher la libéralisation du régime dans l'Est de l'Allemagne, car il va de soi que l'on ne peut laisser des gens aller et venir que si on commence à leur rendre une plus grande liberté.

A partir de là, les choses diffèrent, car nous nous trouvons sur le problème fondamental des rapports entre l'Europe et la Nation. J'avais pensé, un moment, en particulier en entendant l'éloquent plaidoyer de mon ami M. Pierre LE BRUN soutenant qu'il n'y avait pas de nationalisme dans la politique française, que nous étions en réalité sur la voie de formules pour lesquelles il pourrait y avoir une sorte d'accord. Mais le problème évidemment a repris une plus grande acuité quand M. Léo HAMON a présenté une sorte d'antinomie entre deux conceptions de l'Europe et d'antinomie entre l'intégration et la reconstitution d'une plus grande Allemagne.

Alors, voyons ici un tout petit peu de quoi nous parlons. Je voudrais suivre quelque temps l'argumentation de M. Pierre LE BRUN car il faut que nous nous gardions des mots tout faits, des accusations de nationalisme qu'il réprovoe, comme, dans les rapports avec d'autres pays, des accusations d'impérialisme qu'il faudrait abandonner, et voyons jusqu'où est la difficulté.

Je crois qu'il est juste de dire, et encore une fois abandonnons le passé, nous avons vu que même dans nos débats ici ces historiques nous séparent encore plus que les situations présentes, je crois qu'il est juste de dire que les objectifs qui sont actuellement ceux que déclare la politique étrangère de la France ne répondent pas au nationalisme traditionnel. L'idée de la décolonisation, de l'aide, de la détente, qui sont des objectifs par lesquels les hommes de gauche sont séduits, ne répond certainement pas à ce qu'a été traditionnellement le nationalisme, c'est-à-dire la volonté de domination.

Reste le problème des vues à long terme et le problème des moyens d'action. Et c'est là peut-être qu'il y aura une divergence, et une divergence qui ne peut pas actuellement être surmontée : la réaffirmation que l'Etat-nation est la réalité dernière, et certaines conséquences qui s'en tirent comme, par exemple, la doctrine de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats, y compris certains cas où je pense que

ce n'est pas la formule la plus heureuse. Nous nous occupons aujourd'hui du problème allemand. Je pense qu'une Europe avec des vues plus réalistes en 1933 ou en 1934, c'est-à-dire si elle avait considéré que même à l'intérieur d'un pays il y avait certaines choses qui n'étaient pas tolérables en Europe, aurait évité beaucoup de malheurs au monde et beaucoup de malheur à l'Allemagne.

Il y a eu aussi beaucoup d'appels faits à l'action, à ce que l'action soit menée conjointement, qu'elle soit coordonnée, qu'il n'y ait pas une espèce de concurrence entre les pays européens à qui prendra la tête de la détente ou en fera son principal article de propagande, à ce qu'il n'y ait pas - comme l'un des orateurs l'a dit - une course aux paix séparées.

Et alors c'est là finalement que, sur les problèmes concrets, il faut savoir dans quelle mesure l'action peut être coordonnée.

Le premier test sera la position à l'égard d'une entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun. L'argument selon lequel elle est le cheval de Troie de l'Amérique et que par conséquent le rejet de la Grande-Bretagne fait partie de l'indépendance européenne, n'est certainement pas convaincant pour tout le monde. On voudrait avoir l'assurance qu'il n'y a pas une espèce de rivalité pour le leadership de l'Europe.

Mais là un deuxième thème peut ici nous servir de test. L'une des propositions les plus positives qui aient été faites autour de cette table, elle émane du Recteur BRUGMANS reprise par d'autres orateurs : c'est que l'Europe doit jouer un rôle et commence à le jouer immédiatement, pour une détente entre l'ensemble des pays européens de l'Ouest et l'ensemble des pays européens de l'Est, en chargeant la Commission du Marché Commun de préparer les positions de ce que peut être une politique commerciale commune de l'Europe vis-à-vis de l'Est. A l'Est de son côté de savoir se constituer comme un ensemble, c'est-à-dire aller à une détente qui soit celle de l'ensemble des pays européens, qu'ils soient de l'Est ou de l'Ouest.

Il y a là un mécanisme à quoi le Traité de Rome ouvre la porte et qui pourrait donner une réalité à une action conjointe de l'Europe.

Ce sont là des tests sur des problèmes concrets et sur les moyens d'action qui s'ouvrent à nous et qui nous permettraient peut-être aujourd'hui, et c'est là le moment auquel nous sommes parvenus, de ne plus nous diviser, car si nous pouvons affirmer que l'Europe que nous voulons construire c'est à la fois celle de l'égalité avec les U.S.A. ; celle de la détente avec l'Est, et celle de la coopération avec le tiers-monde, je ne vois pas sur quoi, désormais, au nom de débats sur l'intégration ou sur la nation, nous devrions nous séparer.

(applaudissements)